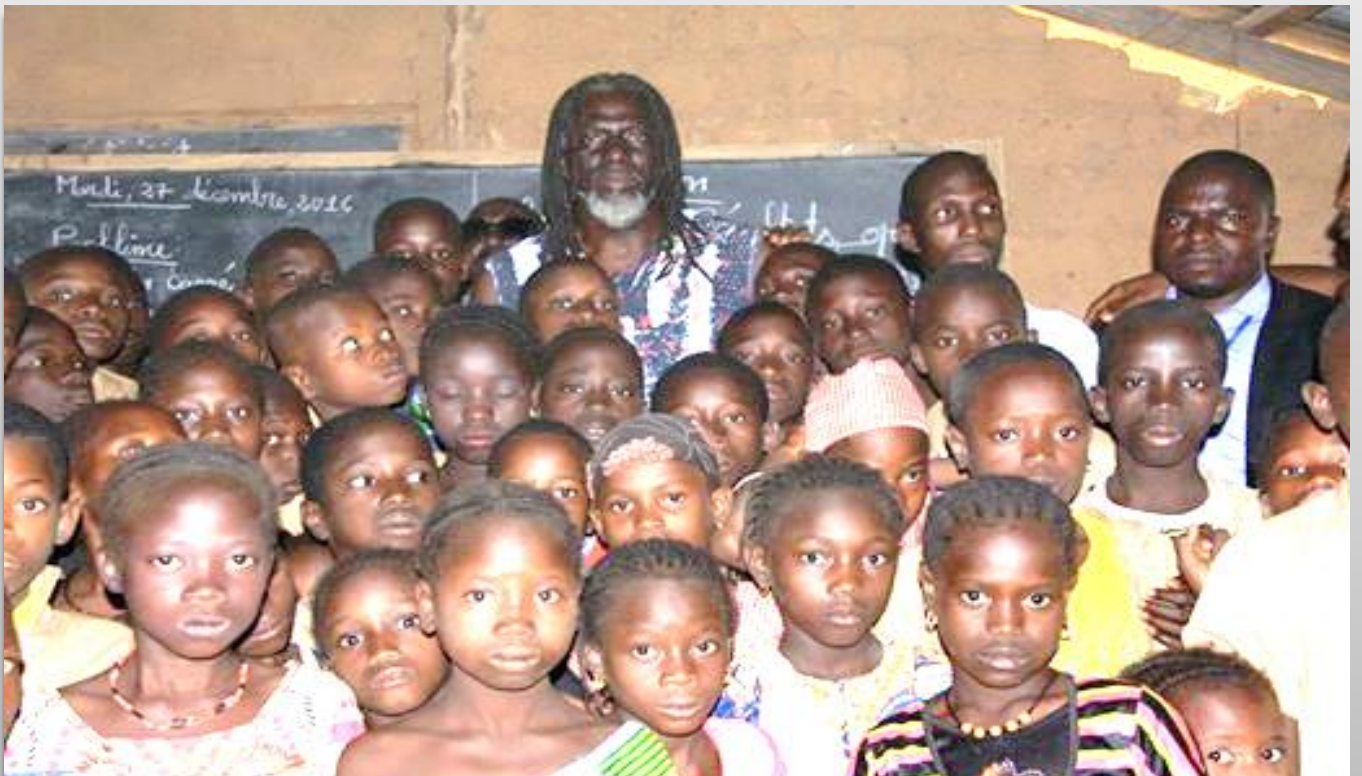




ENFANCE DU GLOBE
Pour tous les enfants, Education, Santé et Protection

Diversifier les partenariats pour plus d'efficacité sur le terrain



En partenariat avec la Fondation « Un concert, une école » de Tiken Jah Fakoly, les enfants de la communauté de Sökoro, commune rurale de Niandankoro, préfecture de Siguiri seront dotés d'une école avant la rentrée des classes 2017 – 2018. © ENFANCE DU GLOBE, Décembre 2016.

RAPPORT ANNUEL 2016

Téléchargeable sur notre site internet : www.enfantsduglobe.org



Un programme transatlantique pour un soutien durable aux orphelins d'Ebola en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone



ENFANCE DU GLOBE et La Plateforme de plaidoyer pour le renforcement de capacité des ONG (PRONG) en ordre de bataille contre les mutilations génitales féminines en Guinée.



Construction d'ouvrages de franchissement pour promouvoir l'accès et l'hygiène dans les quartiers périphériques de N'Zérékoré – UNOPS & EdG



Ils nous ont soutenus cette année



- **PROTECTION** : Poursuite de la réponse psychosociale et protection des enfants affectés par Ebola.
- **EDUCATION** : Appui aux écoles et aux communautés pour l'inscription massive, le maintien et la réussite des enfants à l'école.



- ◇ **PROTECTION** : Appui à la réinsertion et l'accompagnement économique et social en Guinée forestière (PARECO)



- **SANTE/NUTRITION**: Assistance alimentaire et nutritionnelle aux ménages ayant des orphelins et sorties guéries d'Ebola dans 14 préfectures.
- **SANTE/NUTRITION** : Prévention de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59 mois dans la préfecture de Siguiri.



- ◇ **PROTECTION** : Campagne nationale de sensibilisation sur les MGF/E.



- ◇ **SANTE** : Promotion de la santé reproductive et familiale en Guinée, volet appui à la riposte contre l'épidémie Ebola.



Tiken Jah Fakoly

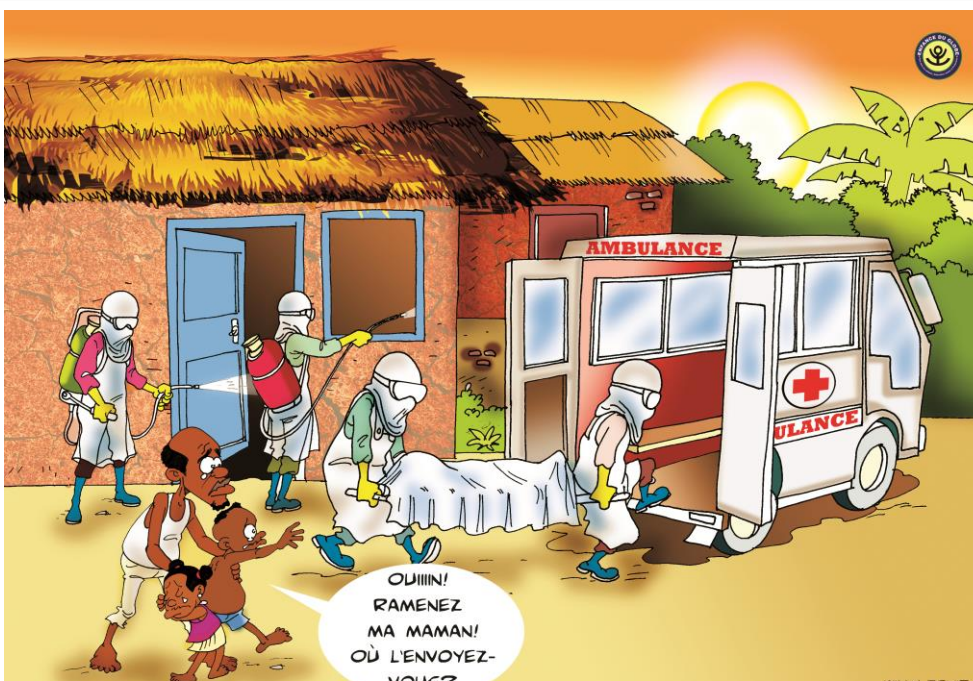
- ◇ **EDUCATION** : Offre d'une école à la communauté de Sokoro/Siguiri.



SOMMAIRE DU RAPPORT

Rubriques	Pages
Ils nous ont soutenus cette année	2
Prestation de l'ONG ENFANCE DU GLOBE	4 - 5
Editorial d'introduction : Ebola, deux ans après	6
Activités du programme protection	
1. Poursuite des activités du projet de réponse psychosociale et protection des enfants directement et indirectement affectés par Ebola.	7 - 18 19 - 32
2. Réinsertion économique et sociale des jeunes victimes des violences intercommunautaires ou ex-ulimo en Guinée Forestière	33 - 38
3. Campagne nationale de sensibilisation et d'information sur les mgf/e et les vgb.	
Activités du programme Education	
1. poursuite de la mise en œuvre du projet « Appui aux communautés et aux écoles pour l'inscription massive, le maintien et la réussite des enfants à l'école dans un contexte de lutte contre l'épidémie de maladie à virus Ebola (MVE) en Guinée »	39 - 47
Activités du programme Santé/Nutrition	
1. Appui à la nutrition et à la sécurité alimentaire des enfants et des ménages à vulnérabilité accrue.	48 - 53
2. Assistance alimentaire et nutritionnelle aux ménages ayant des enfants orphelins et sorties guéries d'Ebola dans (14) quatorze préfectures	54 - 59
Récapitulatif de nos principaux résultats de l'année par programme	60 - 63

Ebola, une terrible épreuve pour les droits de l'enfant



Une contribution de
Willy Mouele, partenaire
ENFANTS DU GLOBE –
France



ENFANCE DU GLOBE

1. QUI SOMMES-NOUS ?

ENFANCE DU GLOBE est une organisation Non Gouvernementale à but non lucratif, apolitique et non confessionnelle qui œuvre pour le bien-être des enfants à travers la promotion d'une approche de développement basée sur les droits humains en général et les droits de l'enfant, en particulier.

ENFANCE DU GLOBE est déclarée à la préfecture de police de Paris et reconnue comme organisme d'utilité publique sous le numéro W751235426. Son siège social est établi à 2, rue Villaret de Joyeuse 75017 Paris, France.

Nous intervenons depuis avril 2004 en Afrique sub-saharienne avec pour premier pays programme, la République de Guinée.

Mission

La mission de l'ONG ENFANCE DU GLOBE est de contribuer à la réalisation des droits de l'enfant en amenant les sujets d'obligations à remplir leurs obligations et en donnant plus de pouvoir aux enfants pauvres et exploités pour qu'ils réclament leurs droits dans les domaines de l'éducation, de la protection et de la santé.

Vision

Notre vision est que les enfants des pays en voie de développement soient tous bien portants, réussissent leur scolarité et voient leurs droits respectés dans un environnement de paix.

Approche de travail

La principale approche qui guide nos interventions est la programmation basée sur les droits de l'enfant. A travers cette approche, ENFANCE DU GLOBE entend appliquer les principes des droits des enfants pour planifier, mettre en œuvre et gérer des programmes de développement dont le but ultime est l'amélioration des conditions de vie des enfants, de sorte qu'ils puissent tous jouir pleinement de leurs droits et vivre au sein de sociétés qui reconnaissent et respectent ces droits.

Cela nous amène à :

- Concentrer nos efforts sur les enfants les plus défavorisés et ceux qui font l'objet de discrimination ou d'exclusion ;
- Considérer les enfants, les jeunes et les femmes, non pas comme des bénéficiaires passifs d'actions de développement, mais comme les acteurs de leur propre développement.

ENFANCE DU GLOBE développe actuellement ses programmes dans trois pays de l'Afrique sub-saharienne que sont la République de Guinée, le Liberia et la Sierra Léone. Ce cercle va progressivement s'élargir vers d'autres pays et d'autres continents en fonction de notre planification stratégique.

Notre travail

Depuis le début de ses interventions en avril 2004, ENFANCE DU GLOBE œuvre pour la promotion et la protection des droits de l'enfant.

Il y a donc douze (12) ans que nous développons des stratégies novatrices pour mieux prendre en compte les besoins des enfants en matière d'éducation, de santé, de protection et de secours aux enfants en périodes d'urgence.



Ainsi, nos principaux domaines d'intervention et les objectifs visés sont :

- **En éducation** : nous visons la promotion du droit des enfants à l'éducation et des droits de l'enfant au sein de l'éducation;
- **En protection** : nous développons des initiatives permettant d'identifier a priori, toute situation pouvant conduire à la violation des droits de l'enfant et qu'une action en amont permettrait de prévenir, d'éviter, ou de minimiser.
- **En santé** : ENFANCE DU GLOBE œuvre pour donner à tous les enfants vulnérables, la possibilité de grandir et de se développer dans un cadre favorable, incluant des soins de santé appropriés, une alimentation équilibrée et une vie dans un environnement sain.

Nos valeurs et principes fondamentaux

ENFANCE DU GLOBE reconnaît le respect de la dignité humaine comme principe fondamentale de tout développement durable.

Elle s'engage à la respecter et à la promouvoir à travers les droits énoncés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la Convention Internationale relative aux Droits de l'enfant.

L'organisation reste attachée au principe selon lequel tous les enfants doivent jouir de leurs droits et bénéficier d'une protection contre tout préjudice, tel que fixé dans la Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant.

Pour cette raison, ENFANCE DU GLOBE ne tolérera aucune forme de maltraitance, de négligence, de violence ou d'exploitation des enfants.

L'organisation et l'ensemble de son personnel, ses stagiaires, ses représentants et ses partenaires sont déterminés à créer un environnement où la sécurité des enfants est garantie. Ref: ENFANCE DU GLOBE : politique de protection de l'enfant.

Pour limiter la dépendance et promouvoir le « faire faire », ENFANCE DU GLOBE se réfère et s'appuie régulièrement à la programmation basée sur les droits de l'enfant. Cette approche voudrait que les enfants, les jeunes et les femmes ne soient plus de simples bénéficiaires, mais des acteurs à part entière de leur développement, connaissant leurs droits et devoirs et en mesure de les faire respecter, les appliquer et les revendiquer. Pour ce faire, nous nous appuyons sur les principes universels des droits humains qui sont entre autres :

- **Égalité et non-discrimination** : Tous les enfants sont égaux en tant qu'êtres humains. Ils doivent à cet effet jouir de leurs droits sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, d'ethnie, d'âge, de langue, de religion, d'opinion politique, de handicap, de fortune, de naissance ou de toute autre situation, comme stipulé par les organismes de surveillance des droits de l'homme.
- **Participation et inclusion** : Chaque enfant a le droit de participer, contribuer et bénéficier au/développement civique, économique, social, culturel et politique par lesquels ses droits et ses libertés fondamentales peuvent être réalisés et ce, d'une manière active, libre et utile.
- **Interdépendance et interrelation** : La réalisation d'un droit dépend souvent, en tout ou partie, de la réalisation des autres droits. Ainsi, la réalisation du droit à la santé peut dépendre, dans certaines circonstances, de la réalisation du droit à l'éducation ou à l'information.

Notre équipe

ENFANCE DU GLOBE est un environnement multiculturel. Le personnel de l'ONG est composé de jeunes cadres formés dans diverses institutions et dans divers domaines liés à la promotion et à la protection des droits de l'enfant. La structure organique, administrative et opérationnelle de l'ONG est disponible dans notre Manuel de procédures et sur le site internet de l'ONG.



Ebola : deux ans après !

Par Niouma Serge LENO
Directeur Exécutif



La Guinée, le Liberia et la Sierra Léone ont subi les effets dévastateurs de l'épidémie sans précédent de maladie à virus Ebola depuis 2014. Deux ans après, l'OMS a pu déclarer la fin du virus Ebola en Sierra Leone et en Guinée fin 2015 et au Libéria début 2016.

Un grand nombre de citoyens de ces trois (3) pays ont trouvé la mort après avoir contracté le virus, notamment les agents de santé qui ont été en première ligne pour contenir la maladie. Les principales structures médicales et les écoles ont été fermées pour endiguer la propagation de la maladie.

Les activités économiques ont été mises à l'arrêt, ce qui a entraîné une chute brutale des principaux secteurs de croissance. L'épidémie a ainsi mis à mal les progrès accomplis par la région sur le plan socioéconomique et sa stabilité macroéconomique.

Sur le plan sanitaire et de l'assainissement, la Maladie à Virus Ebola a eu des effets ravageurs sur la santé de la population, avec plus de 27 000 cas confirmés dans les trois pays dont plus de 11 000 décès. En juin 2015, l'UNICEF estimait à 16 000, le nombre d'enfants rendus orphelins par cette maladie dont 47% sont des filles.

Deux années après, ces filles et ces garçons qui ont perdu un ou les deux parents/tuteurs, se voient aujourd'hui exposés à des situations difficiles. Certains ont quitté l'école et assument des responsabilités d'adulte auxquels ils ne sont pas préparés. D'autres risquent de ne jamais aller à l'école, faute de moyens.

Dans l'urgence, certains orphelins ont été accueillis dans la famille élargie ou dans d'autres familles. Mais avec le temps, ces enfants sont devenus une charge économique et certains membres des familles ne perçoivent pas positif, leur accueil à long terme.

Ainsi, pour contribuer à l'économie de ces familles d'accueil, certains enfants ont abandonné l'école. Ce qui les expose à des situations d'insécurité, y compris la délinquance juvénile. Les filles adolescentes sont plus en risque d'exploitation sexuelle avec son corollaire d'infections sexuellement transmissibles/VIH et de mariages précoces ou forcés.



En tant qu'organisation non Gouvernementale œuvrant pour le bien-être des enfants, ENFANCE DU GLOBE développe depuis les premiers jours de 2016, des stratégies novatrices pour permettre à ces enfants de bénéficier d'un accompagnement durable et de qualité.

Au cœur de ces stratégies figure le développement du partenariat, la mise en place de programmes de soutien aux enfants vulnérables dont les orphelins en particulier et l'ouverture d'un bureau de mobilisation des ressources à Paris.

Dans la même logique, ENFANCE DU GLOBE, à travers le soutien continu de ses partenaires, a pu continuer la mise en œuvre de projets ayant pour épice, le bien-être des enfants.

Les comptes rendus des chefs de sections et responsables de projets contenus dans ce Rapport vous permettront à coup sûr, de mesurer le niveau d'engagement de notre organisation en faveur des enfants.

A tous les partenaires qui nous ont accompagné dans la mise en œuvre de ces différents projets, recevez toute notre marque de reconnaissance.

A toutes et à tous, bonne lecture et heureuse année 2017

Pour plus d'informations sur ENFANCE DU GLOBE, consultez notre site internet :

www.enfantsduglobe.org



PROGRAMME PROTECTION : poursuite des activités du projet de réponse psychosociale et protection des enfants directement et indirectement affectés par Ebola

EDITORIAL : Maintenir le cap dans l'offre de services de protection aux enfants rendus orphelins par Ebola et Intensifier la mobilisation communautaire pour l'abandon des MGF/E.

Par Kolignan GUILAVOGUI
Conseiller à la protection



Comme il est de tradition chaque année, je me fais le devoir de vous décrire les principales actions réalisées par ma section au terme d'une année d'activité plus ou moins intense.

Chers partenaires techniques et financiers, je voudrais tout d'abord vous souhaiter mes meilleurs vœux de l'année 2017 au nom du personnel de la PROTECTION.

L'année 2016 qui s'achève a été principalement marquée dans un premier temps par la poursuite de l'offre de services de protection aux enfants orphelins d'Ebola et leurs familles à travers le cash transfert, l'appui psychosocial et le renforcement du mécanisme communautaire de protection sur financement de l'UNICEF.

Ensuite nos efforts ont été déployés dans l'appui à la mise en œuvre du plan stratégique National (2012 -2018) pour la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines (MGF/E) dans notre pays qui occupe le triste rang de 2^{ème} au monde après la Somalie avec un taux de prévalence de 96%.

En effet, pour le cas spécifique de nos interventions dans le domaine des MGF/E, un partenariat noué avec la plateforme de plaidoyer et de Renforcement de capacités des ONG (PRONG) nous a permis d'améliorer nos connaissances et stratégies dans la lutte contre ce phénomène tout en devenant un véritable relais dans la conduite des actions de plaidoyer/sensibilisation à l'endroit des leaders religieux et communautaires, pour l'abandon des MGF/E, des mariages d'enfants et pour le respect des droits des femmes et des enfants dans les régions de la Haute Guinée et de la Guinée forestière.

En marge des activités de protection en faveur des enfants, ma section a entrepris au courant de l'année un vaste programme de formation du personnel sur les Standards Minimums pour la Protection de l'Enfance dans l'intervention humanitaire. L'objectif visé étant de disposer d'une ressource humaine capable d'intervenir de manière efficace et responsable sur les questions de protection de l'enfance.

Chers partenaires, grâce à vos différents soutiens, nous sommes parvenus à obtenir des résultats louables dans le cadre de la réalisation de certains droits des enfants dans notre zone d'intervention malgré la persistance des besoins de protection notamment chez les enfants orphelins d'Ebola confrontés à nos jours à des risques d'abandon scolaire, d'exploitation, de mariage précoce et de négligence.

Que les relations de confiance et de bon partenariat qui ont émaillé notre collaboration durant l'année 2016 se renforcent d'avantage et contribuent à offrir en 2017 des services de protection de qualité aux enfants et à leurs communautés.

Bonne et heureuse année 2016 à tous et bonne lecture.



Projet de Réponse psychosociale et protection de l'enfant contre la fièvre hémorragique Ebola dans les préfectures de Kankan, Kérouané, Siguiri, Kouroussa, Beyla, Yomou et Lola.

I. BREVE DESCRIPTION DU PROJET

Le projet de réponse psychosociale et de protection de l'enfant contre la FHVE couvre sept(7) préfectures et soixante-neuf (69) villages/secteurs affectées par Ebola dans les Régions Administrative de Kankan et Nzérékoré. Il s'agit précisément des préfectures de Siguiri, Kouroussa, Kérouané, Kankan, Lola, Yomou et Beyla. Actuellement mille cent dix-huit(1118) enfants orphelins répartis dans trois cent quatre (304) ménages bénéficient du paquet de services rendu par le projet. Ainsi, dans chaque villages ou secteurs y compris les 13 nouveaux villages, l'ensemble des enfants ont bénéficié d'un appui en non vivre et ont participé aux ateliers de prise en charge psychosociale et les membres des différentes communautés ont été sensibilisés sur des thématiques liées aux droits de l'enfant, à la non stigmatisation, la promotion de la solidarité envers les personnes affectées par Ebola à travers l'animation des causeries éducatives, des dialogues communautaires et des visites à domicile. Ces activités ont été réalisées par 7 superviseurs, 13 Travailleurs sociaux, 276 Volontaires communautaires et les membres de 69 bureaux de CVPE.

Le présent rapport porte sur les activités réalisées dans le cadre du budget umbrella qui concerne pour la plus grande part les 13 nouveaux villages et secteurs dernièrement identifiés. Il couvre la période Décembre 2015 à Mai 2016.

Principales activités réalisées pendant cette période:

- 1. Distribution de cash transfert aux ménages prenant en charge les enfants rendus orphelins dans les préfectures Lola, Yomou, Siguiri, Kouroussa, Beyla, Kankan et Kérouané :**
- 2. Appui aux activités de protection de l'enfant par les CVPE et Volontaires communautaires dans les zones affectées par la Fièvre hémorragique à virus Ebola dans les préfectures de Lola, Yomou, Siguiri, Kouroussa, Beyla, Kankan et Kérouané :**
- 3. Remise à niveau des volontaires communautaires et membres des CVPE pour la sensibilisation des communautés et le suivi- accompagnement de proximité des enfants rendus orphelins par la FHVE dans 13 nouveaux villages:**

ACTIVITES REALISEES EN LIEN AVEC LES RESULTATS.

- 1. Activités de distribution de cash aux ménages prenant en charge les enfants rendus orphelins dans les préfectures de Lola, Yomou, Siguiri, Kouroussa, Beyla, Kankan et Kérouané :**

L'appui financier aux ménages des enfants orphelins d'Ebola a été un service rendu par ENFANCE DU GLOBE depuis le démarrage de ses activités en Novembre 2014. Très bénéfique pour les enfants orphelins, le cash transfert a déjà permis d'atteindre des résultats louables tant sur le plan de la satisfaction des besoins primaires des orphelins que sur la restauration d'un meilleur cadre de vie familiale par le soutien aux moyens de subsistance.



Au cours du premier trimestre, deux (2) mois de cash transfert ont été remis à 239 ménages abritant 908 orphelins d'Ebola dont 430 filles dans les préfectures de Siguiri, Kouroussa, Kerouané, Lola, Yomou et Beyla.

Tableau récapitulatif du montant reçu

NO	PREFECTURE	Nbre Menage	Montant
1	KEROUANE	124	117 672 300
2	KOUROUSSA	4	3 288 600
3	SIGUIRI	22	20 097 000
4	BEYLA	24	22 654 800
5	LOLA	59	61 752 600
6	YOMOU	6	6 577 200
TOTAL		239	232 042 500

Dans les 13 nouveaux villages/secteurs qui avaient été nouvellement identifiés, 202 nouveaux orphelins répartis dans 64 ménages dont 89 filles ont bénéficié d'une tranche de 4 mois de cash transfert dans les préfectures de Kankan, Lola, Yomou et Beyla.

NO	PREFECTURE	NbreMenage	Montant (Tranche 1)
1	BEYLA	3	5 115 600
2	LOLA	43	85 503 600
3	YOMOU	1	2 192 400
4	KANKAN	17	27 039 600
TOTAL		64	119 851 200

Après la réévaluation des besoins des enfants au cours de laquelle les fiches d'évaluations ont été renseignées pour chaque orphelin, les agents de cash transfert ont procédé au paiement des différents montants aux familles.

Tel que défini par le partenaire financier du projet, le paiement a été fait en fonction de la grille de répartition suivante:

- a. Ménages à 1 orphelin \$25 USD
- b. Ménages à 2 orphelins \$50 USD



A Thuo 2, préfecture de Lola, une veuve répondante d'un ménage signe l'accusé de réception après avoir reçu le montant du cash transfert.



La Répondante d'un ménage à Banankoro 1, préfecture de Kankan en possession du montant du cash transfert.



3. Suivi des enfants bénéficiaires du cash transfert.

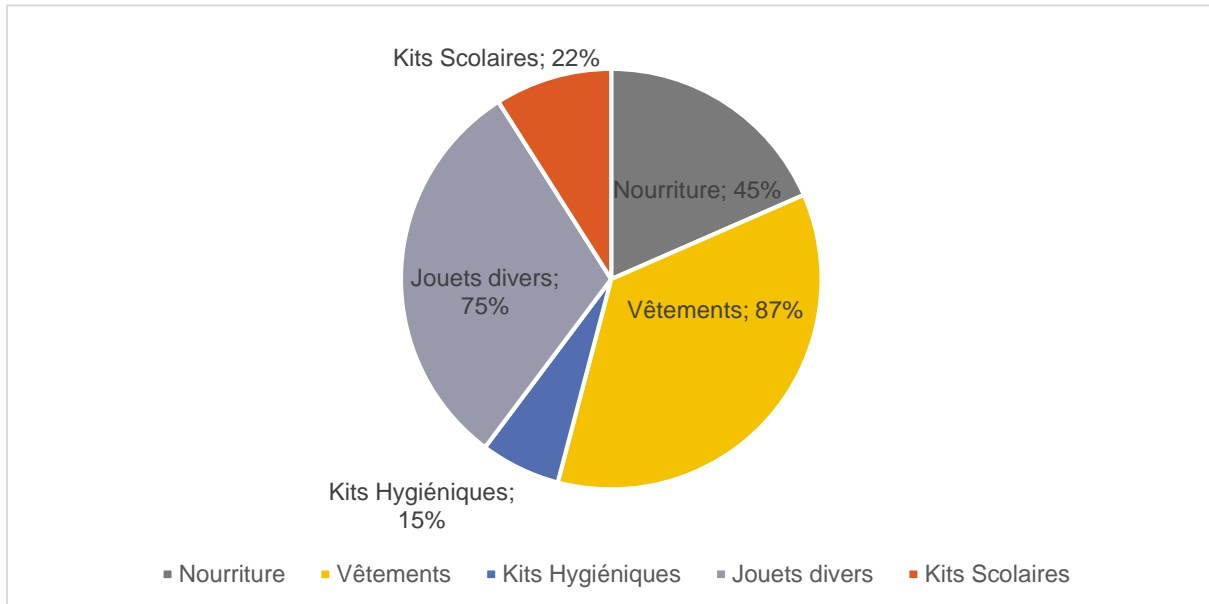
Après la remise de fonds aux ménages, les agents de cash transfert se sont essentiellement consacrés au suivi des enfants afin d'évaluer la satisfaction effective des besoins préalablement identifiés et mesurer l'impact du service dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des enfants dans le ménage.

Les résultats obtenus :

- Les besoins des 1115 enfants encadrés ont été évalués ;
- Les besoins fondamentaux exprimés par les mille cent dix-huit enfants ont été satisfaits (l'achat de suppléments nutritifs, achat de jouets, achat de vêtements)

Besoins essentiels satisfaits par le cash transfert	Pourcentage
Nourriture	45%
Vêtements	87%
Kits Hygiéniques	15%
Jouets divers	75%
Kits Scolaires	22%

Graphique du pourcentage des besoins des enfants satisfaits par le cash transfert



Il faut noter que parmi les bénéficiaires du cash transfert, au total 4 enfants orphelins sont décédés, 4 orphelins ont atteint 18 ans et 8 autres orphelins se sont déplacés hors de la zone d'intervention du projet.



2. Appui aux activités de protection de l'enfant par les CVPE et volontaires communautaires dans les zones affectées par la Fièvre hémorragique à virus Ebola dans les préfectures de Lola, Yomou et Beyla :

2.1. Appui aux 13 nouveaux CVPE pour la mise en œuvre de leurs plans d'actions.

Depuis leur installation, les Comités villageois de protection de l'enfant (CVPE) assuraient l'accompagnement et la protection des enfants et familles confrontés à des problématiques de protection dans les communautés cibles. Ils intervenaient dans la prévention des violences physiques et psychologiques, de la stigmatisation, de l'exploitation domestique et des mariages d'enfants orphelins et contribuaient à la sensibilisation des communautés sur la prévention de la maladie à virus Ebola.

Avec la résurgence d'Ebola tout récemment à Koropara, préfecture de Nzérékoré, un renouvellement des plans d'actions des 13 CVPE a été effectué en mettant un accent particulier sur la sensibilisation des communautés sur l'application des mesures de prévention à Ebola.

Pour faciliter la réalisation de leurs activités, des appuis mensuels ont été octroyés aux 13 CVPE dans les 13 villages/secteurs pour la mise en œuvre de leurs plans d'action de Février à Mai 2016.

Au cours de cette période l'ensemble de ces structures ont réalisé les activités suivantes :

- 1) Animation de causeries éducatives et de dialogues communautaires ;
- 2) Suivi à domicile des enfants orphelins d'Ebola ;
- 3) Organisation de réunions mensuelles ;
- 4) Organisation de séances de sensibilisation sur la promotion des mesures de prévention à Ebola ;
- 5) Mobilisation des communautés pour une participation massive des enfants aux ateliers PSS ;

2.2 Animation de causeries éducatives et de dialogues communautaires :

Les causeries éducatives et les dialogues communautaires ont été une méthode d'éducation de groupe. Elle a été une technique de sensibilisation ou de transmission des connaissances en vue d'un changement d'attitude. Elles permettaient d'échanger des informations, des idées, des connaissances, et de favoriser l'adoption de comportements nouveaux en vue d'améliorer une situation donnée.



Animation d'une causerie éducative par le Comité Villageois de PE de Foubadou, préfecture de Lola.

Dans le contexte Ebola, les causeries éducatives et les dialogues communautaires ont permis d'améliorer des connaissances sur la MVE, stimule le dialogue entre les membres de la communauté sur les thématiques de la non stigmatisation des personnes affectées par Ebola, les MGF/E, les mariages précoces, l'enregistrement des naissances, les risques inhérents au contexte Ebola et la promotion de la scolarisation des enfants dans les communautés.

Au total, les treize (13) CVPE ont réalisé 318 causeries éducatives touchant 4 240 personnes dont 2 874 femmes. Quant aux dialogues communautaires, 281 ont été animés touchant 7 025 personnes dont 3 718 femmes.



2.3 Organisation de réunions mensuelles :

Par rapport aux réunions mensuelles, **52** réunions ont été tenues par les 13 bureaux de CVPE appuyés par le projet avec une participation totale de **311** membres dont **87** femmes.

Ces réunions ont permis d'évaluer les activités réalisées au cours des mois en fonction des plans d'actions mensuels élaborés. Elles ont aussi permis aux membres de partager les difficultés rencontrées dans l'exécution des activités et de formuler des recommandations pour une amélioration des services auprès des enfants et ménages encadrés.

2.2. Appui à l'animation des ateliers de prise en charge psychosociale des enfants

Les enfants rendus orphelins par la maladie à virus Ebola sont confrontés à la stigmatisation. Leur prise en charge psychosociale à travers une interaction avec d'autres enfants autour des activités récréatives et ludiques comme des jeux s'avérait comme un moyen efficace de protection et d'intégration communautaire.

Depuis Novembre 2014, grâce à l'appui de l'UNICEF, ENFANCE DU GLOBE a apporté un soutien psychosocial à l'ensemble des orphelins et des enfants vivants dans les villages/secteurs affectés par Ebola à travers les ateliers animés par des volontaires communautaires. Constitués en équipe de 4 personnes pour une animation hebdomadaire de 8 ateliers, cette activité constitue le socle de la lutte contre la discrimination des enfants affectés par Ebola. Par rapport aux 13 villages/Secteurs, la fréquence des ateliers a connu une légère diminution en début Mai 2016 à cause de la décision des autorités de Lola visant à éviter les grands attroupements après la résurgence de la MVE à Koropara, préfecture de N'Zérékoré.



Les enfants du village/secteur de Dabadou préfecture de Beyla en pleine animation.

Du mois de Février à Mai 2016, 52 volontaires communautaires ont animé des ateliers de soutien psychosocial avec les enfants directement et indirectement affectés par la MVE dans les 56 villages/secteurs à travers des appuis mensuels.

Pour accroître la participation des orphelins, des séances de sensibilisation à l'endroit des parents sur le bien fondé des ateliers PSS ont été renforcées par les travailleurs sociaux et les membres de CVPE.

A l'issue des activités des volontaires communautaires les résultats suivant ont été atteints :

- 780 séances d'activités ludiques et récréatives ont été organisées par 52 volontaires communautaires ;
- 2 144 nouveaux enfants ont participé aux différentes animations dont 1 005 filles;
- 135 orphelins dont 50 filles ont participé aux différentes animations dans les 13 villages/secteurs.

Remise à niveau des volontaires communautaires et membres des CVPE pour le suivi et accompagnement de proximité des enfants rendus orphelins par la FHVE dans les 13 nouveaux villages.



Formation de 52 volontaires communautaires et 69 membres des 13 nouveaux CVPE pour le suivi et accompagnement de proximité des enfants rendus orphelins par la MVE dans 13 nouveaux villages.

La formation des volontaires communautaires et des membres des CVPE des treize (13) nouveaux sites des préfectures de Beyla et Lola s'inscrit dans le cadre de la poursuite du renforcement des capacités des structures de protection dans les nouveaux villages et secteurs affectés par la maladie à virus Ebola.

Cette formation a été participative et les outils utilisés ont facilité la compréhension des participants. La formation s'est déroulée en français avec quelques explications dans les langues nationales Konö, Manö et Malinké pour plus de compréhension au niveau des participants.

177 participants sur 177 prévus dont 39 femmes issus des communautés affectées par la MVE à Beyla et Lola ont pris part à ladite formation.

Les modules développés ont porté sur leurs Mandats, les droits, la protection et la prise en charge psychosociale des enfants.

Ces différents modules déroulés du 27 au 29 Février 2016, ont permis aux participants (CVPE et VC) de se familiariser avec les concepts de l'*enfant*, les droits de l'enfant et les meilleures stratégies de suivi et d'accompagnement des enfants confrontés à une situation de crise.

1. RAPPEL DES OBJECTIFS DE LA FORMATION

L'objectif principal de cette formation était de renforcer les capacités des membres des CVPE et celle des Volontaires communautaires des treize(13) nouveaux sites de Beyla et Lola nouvellement identifiés afin de proposer aux familles affectées une prise en charge de qualité à travers un suivi régulier, les atelier PSS, les visites à domicile (VAD), l'organisation des causeries éducatives et des dialogues communautaires à l'intention des communautés et des enfants orphelins d'Ebola confrontés à la stigmatisation et au rejet.

2. METHODOLOGIE

La méthodologie utilisée lors de la formation a été la méthode participative basée sur l'expérience des participants.

Les techniques d'animation étaient essentiellement axés sur :

- Les travaux de groupe ;
- les questions réponses ;
- les études de cas ;
- le brainstorming,
- les jeux de rôle.



DEROULEMENT DE LA FORMATION

La cérémonie d'ouverture de cet atelier a été présidée par la Directrice Préfectorale de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance de Lola. Après avoir campé le contexte, elle a, dans son intervention, prodigué de sages conseils aux participants qui doivent, selon elle, faire preuve d'engagement dans la noble tâche qui leur sera confiée. Elle a en outre expliqué que leur activité se résume à : lutter contre la stigmatisation des enfants directement et indirectement affectés à travers des visites domiciliaires, l'organisation de jeux et la sensibilisation des communautés afin de prévenir des cas d'exploitation et de violences à l'encontre des enfants.



Une séance de facilitation de l'atelier

Les participants

Au total 177 personnes ont participé à la formation dont 39 femmes ;
Les participants étaient notamment des jeunes issus des communautés affectées par Ebola et identifiés en raison de leur engagement pour la cause des enfants. Durant les trois (3) jours de formation leur participation a été active, assidue et constante.

Pendant ces trois(3) jours, des cours théoriques accompagnés d'exercices ont porté sur sept (7) thèmes :

- 1. Volontaires communautaires et CVPE : Rôles et Responsabilités ;**
- 2. Aperçu général des droits de l'enfant ;**
- 3. Les violences à l'encontre des enfants ;**
- 4. Développement et besoins de l'enfant dans les communautés;**
- 5. Prévention et protection de l'enfant dans le contexte Ebola ;**
- 6. Les étapes de la prise en charge psychosociale ;**
- 7. Connaissances du SYPEG**

Au terme des travaux de groupe, des présentations en plénière ont été organisées, suivies de débats, suggestions et recommandations.



Détails sur le contenu des thèmes développés :

1. Volontaires communautaires et CVPE : Rôles et Responsabilités :

Après une brève explication du projet de réponse psychosocial et de protection de l'enfant contre la FHVE, ce premier thème a principalement porté sur la description des rôles, qualités et responsabilités dévolues aux CVPE en tant que structure de protection et aux Volontaires communautaires animant les ateliers PSS.

Dans le cadre de notre intervention, le volontaire communautaire est une personne qui intervient auprès des enfants affectés par Ebola qui rencontrent des difficultés d'ordre social et psychologique afin de renforcer chez eux les mécanisme d'adaptation et de résilience à travers l'animation des espaces de jeux.

Le comité villageois de protection de l'enfant (CVPE) est la structure de base du système de protection des enfants en guinée (SYPEG), il est chargé de la protection des enfants au niveau village et secteur.

Pour ce faire les membres des CVPE et les volontaires communautaires doivent avoir les qualités suivantes :

- avoir un sens du contact humain,
- savoir créer un climat de confiance,
- être patient et motivé,
- être disponibles et à l'écoute.
- réagir vite et accomplir les démarches qui s'imposent en un temps record pour faciliter une prise en charge adéquate des enfants.

2. Aperçu général sur les droits de l'enfant

Les facilitateurs ont entamé ce thème par la définition de quelques concepts clefs des droits de l'enfant.

- **Droit** : Prérogatives reconnues à toute personne humaine.
Ensemble des lois régissant les relations entre les hommes et entre les hommes et les institutions pendant une période donnée.
- **Enfants** : L'enfant est « Toute personne de moins de 18 ans, sauf si la majorité est atteinte plutôt en raison de la législation qui lui est applicable »
- **Droit de l'enfant** : Les droits de l'enfant sont des droits dont les enfants doivent disposer afin de favoriser leur développement physiologique, intellectuel et cognitif, et socio-affectif. Si un ou plusieurs de leurs droits sont bafoués, leur développement est altéré à ces différents niveaux.

Ensuite dans un jeu de question réponse, les participants ont cités plusieurs droits des enfants qu'ils connaissent. Les facilitateurs en résumant les différentes réponses ont listé les principaux droits de l'enfant tout en expliquant leur contenu. Il s'agit principalement de :

Les droits à la survie : droit à la vie et de bénéficier des réponses aux besoins de base nécessaires) l'existence (abri, nutrition, soins de santé)

Les droits au développement : droit requis pour que les enfants réalisent leur potentiel (éducation, jeu et loisirs, accès à l'information,...)

Les droits à la protection : droits contre toutes formes d'abus y compris les Mutilations Génitales Féminines, et excision (MGF/E), de négligence et d'exploitation (protection contre l'implication des enfants dans les conflits armés, le travail des enfants, la torture, l'exploitation sexuelle, la consommation de drogues...)



Les droits à la participation : pour que tout enfant puisse jouer un rôle actif dans leur communauté (liberté d'exprimer leur opinion sur les questions les concernant, liberté d'adhésion aux associations...). Le droit à la participation a pour but de permettre à l'enfant d'apprendre à assumer ses propres responsabilités.

3. Les violences à l'encontre des enfants

A travers une présentation sur PowerPoint les facilitateurs ont largement expliqué les formes de violences rencontrées dans les communautés, les mesures de préventions et les bonnes pratiques à développer dans les communautés.

4. Développement et besoins de l'enfant dans les communautés;

Ce quatrième thème a été essentiellement consacré à la compréhension de la notion de l'**enfant**, de ces besoins et des différentes étapes de son développement.

Ainsi, à travers des questions réponses entremêlées de débats, les facilitateurs ont défini l'enfant comme étant « Toute personne de moins de 18 ans, sauf si la majorité est atteinte plutôt en raison de la législation qui lui est applicable ».

Ensuite, après avoir constitué quatre(4) groupes avec une tranche d'âge par groupe (Ex. 1-3 ans, 4-6 ans, 7-12 ans et 13 à 17 ans), les participants ont été soumis à l'inscription des besoins de l'enfant en fonction de la tranche définie. Cet exercice leur a permis de partager les événements qui marquent le développement d'un enfant - *cérémonies religieuses, première coupe de cheveux, scolarisation, apprentissage des valeurs, etc.*

En fin le lien entre les besoins et le développement de l'enfant a été suffisamment expliqué aux participants.

Prévention et protection de l'enfant dans le contexte Ebola

Ce cinquième thème avait pour objectif spécifique :

- Connaître et comprendre les risques majeures de protection de l'enfant dans le contexte Ebola ;
- Maîtriser les stratégies d'action pour prévenir et adresser les risques et situations identifiées ;
- Rôle des malades guéris dans la programmation des activités

Cette étape a permis aux participants de comprendre la protection de l'enfance en générale et celle en période d'urgence comme Ebola caractérisée par l'exacerbation de la vulnérabilité et des risques de protection des enfants. Ex. un enfant séparé de ses parents risque **la maltraitance** et **l'exploitation**.

Les facilitateurs ont dans la même optique, expliqué aux participants la logique d'intervention en période Ebola et le rôle des guéris d'Ebola dans la programmation des activités.

6. Les étapes de la prise en charge psychosociale individualisée :

Cette étape a permis d'expliquer aux participants les notions de base du soutien psychosocial. Il s'agit spécifiquement des termes : psychosocial, bien-être, accompagnement psychosocial, facteurs de protection et Résilience. En suite à travers un schéma, les principales étapes de la prise en charge psychosociale individualisée a été décrite aux participant.

Le **Soutien Psychosocial** est donc l'ensemble des soutiens internes et externes qui ont pour but de protéger et de promouvoir le bien-être d'un individu La **Résilience** quant à elle signifie « Récupérer » ou « Rebondir ». Elle est la capacité de se rétablir (ou résister) après un choc ou une crise. Une Personne Résiliente utilise toutes les forces à sa disposition tant sur le plan psychologique qu'environnemental.



On construit la Résilience ou récupère à travers les facteurs protecteurs qui nous entourent dans notre environnement et nos relations, ainsi qu'en utilisant nos ressources internes et forces (culture, croyances et valeurs). Chacun de nous a des ressources pour se remettre d'une situation difficile.

Un des buts du programme Psychosocial pour les enfants affectés par la MVE est de renforcer ou reconstruire les mécanismes de survie interrompus par cette épidémie à travers les éléments suivants :

- Passer du temps avec les enfants,
- Leur donner l'occasion de parler ;
- Les faire jouer ;
- Développer en eux l'estime de soi.
- **Connaissances du SYPEG**

Ce septième thème avait pour objectif de faire acquérir membres de CVPE et Volontaires communautaires l'architecture du dispositif de protection de l'enfance en République de Guinée et la maîtrise du contenu du mandat dévolu aux différents organes dans le cadre de la protection de l'enfant dans la communauté.

Ainsi à travers un jeu de rôle animé par les participants, les facilitateurs ont expliqué le schéma du dispositif standard de protection de l'enfant du niveau national au niveau communautaire.

Et cette étape a permis aux participants de comprendre la nécessité d'une synergie d'action entre l'ensemble des acteurs communautaires de protection de l'enfant afin de trouver des solutions durables aux problèmes des enfants en général et ceux affectés par la MVE en particulier.

RESULTATS OBTENUS

Au terme de ces trois (3) jours formation les résultats suivant ont été atteints :

- ✓ 65 membres de bureaux CVPE et 52 volontaires communautaires recrutés dans les préfectures de Beyla et Lola ont une bonne maîtrise de leur mandat et sont aptes à assurer un suivi de proximité des enfants dans les ménages affectés par Ebola ;
- ✓ 65 membres de bureaux de CVPE et 52 Volontaires communautaires ont une bonne compréhension de la notion de l'enfant, de ces besoins et des différentes étapes de son développement ;
- ✓ 65 membres de bureaux de CVPE et 52 Volontaires communautaires sont formés sur la Protection de l'enfant dans le contexte Ebola, la prise en charge Psychosociale et la gestion de cas ;
- ✓ Les termes de références des Volontaires communautaires et membres des CVPE ont été élaborés et partagés à l'ensemble des participants.
- ✓ 13 plans d'actions des CVPE ont été élaborés

Conclusion et recommandations

Dans l'ensemble il faut noter que la formation s'est déroulée sans difficultés majeurs en dépit de l'absence de deux(2) membres du CVPE de Gogota le premier jour de la formation. Durant les trois(3) jours la participation active des participants et leur intérêt manifeste pour les thèmes débattus ont caractérisés la formation.



Principaux résultats obtenus

- ✓ 239 ménages abritant 908 orphelins d’Ebola dont 430 filles anciennement encadrés ont bénéficié de 2 mois de cash transfert dans les préfectures de Siguiiri, Kouroussa, Kérouané, Lola, Yomou et Beyla.
- ✓ 202 nouveaux orphelins répartis dans 64 ménages dont 89 filles ont bénéficié d’une tranche de 4 mois dans les préfectures de Kankan, Lola, Yomou et Beyla.
- ✓ Les besoins fondamentaux exprimés par les mille cent quinze (1 115) enfants orphelins dans les 7 préfectures ont été satisfaits (l’achat de suppléments nutritifs, achat de jouets, achat de vêtements) ;
- ✓ 13 CVPE installés dans les nouvelles zones de Lola et Beyla ont bénéficié d’appuis mensuels pour la mise en œuvre de leurs plans d’action de suivi et de Protection des enfants directement et indirectement affectés Ebola,
- ✓ 318 causeries éducatives touchant 4 240 personnes dont 2 874 femmes ont été organisé par les 13 CVPE dans les préfectures de Lola et Beyla ;
- ✓ 281 dialogues communautaire sont été animés touchant 7 025 personnes dont 3 718 femmes ont été organisé par les 13 CVPE dans les préfectures de Lola et Beyla ;
- ✓ 65 membres de bureaux CVPE et 52 volontaires communautaires recrutés dans les préfectures de Beyla et Lola ont une bonne maitrise de leur mandat et sont aptes à assurer un suivi de proximité des enfants dans les ménages affectés par Ebola ;
- ✓ 65 membres de bureaux de CVPE et 52 Volontaires communautaires ont une bonne compréhension de la notion de l’enfant, de ces besoins et des différentes étapes de son développement ;
- ✓ 65 membres de bureaux de CVPE et 52 Volontaires communautaires sont formés sur la Protection de l’enfant dans le contexte Ebola, la prise en charge Psychosociale et la gestion de cas ;
- ✓ Les termes de références des Volontaires communautaires et membres des CVPE ont été élaborés et partager à l’ensemble des participants ;
- ✓ 13 plans d’actions des CVPE ont été élaborés et mis en œuvre ;
- ✓ 52 réunions ont été tenues par les 13 bureaux de CVPE appuyés par le projet avec une participation totale de 311 membres dont 87 femmes ;

DIFFICULTES RENCONTREES ET DEFIS

Aucune difficulté majeure n’a été rencontrée pendant la mise en œuvre de ce projet. Cependant il faut noter que dans la préfecture de Lola la fréquence des ateliers de prise en charge psychosociale a connu une légère diminution en début Mai 2016 à cause de la décision des autorités préfectorales interdisant des activités nécessitant de grands attroupements de personnes au lendemain de la réapparition de la MVE à Koropara, préfecture de N’Zérékoré.



PROGRAMME PROTECTION : REINSERTION ECONOMIQUE ET SOCIALE DES JEUNES VICTIMES DES VIOLENCES INTERCOMMUNAUTAIRES OU EX-ULIMO

Editorial :

Développer l'employabilité des jeunes pour mettre fin à leur vulnérabilité.

Par **KèlètyTounkara**, chef de bureau N'Zérékoré et Coordinateur du « **Projet d'appui à la réinsertion et à l'accompagnement économique et sociale en Guinée forestière (PARECO)** ».



Chers partenaires,

Permettez-moi avant tout de vous adresser mes vœux de bonne et heureuse année 2017.

La région forestière a été longtemps victimes de cas de violences intercommunautaires ou interreligieuses pendant la période allant de 2010 à 2013.

La dernière en date qui s'est produite du 14 au 18 juillet 2013 a non seulement causé d'innombrables pertes en vie humaines et matérielles, mais aussi laissé une déchirure totale du tissu social entre les communautés Guerzés et Koniankés dans les préfectures de Nzérékoré et Beyla.

Ces deux communautés qui ont par le passé toujours cohabité, constituent une partie importante de la population des trois (3) préfectures sur les six (6) que compte la région forestière et sont soudées par le brassage interethnique fruit des mariages.

Les séquelles de ces violences intercommunautaires ajoutées au manque d'opportunité d'emploi pour les jeunes constituent des facteurs qui rendent ces jeunes plus vulnérables et expose la Guinée forestière à des risques de déstabilisation et de violence de toute sorte.

C'est pour parer à cette situation que l'Union Européenne dans son programme de « soutien aux efforts de résiliences en Guinée forestière », a initié le Projet d'appui à la réinsertion et à l'accompagnement économique et social en Guinée Forestière (PARECO) afin d'atténuer les risques d'escalade sociale et politique et d'amorcer la redynamisation du développement dans la Région.

Ce projet qui a couvert les préfectures de Nzérékoré et Gueckédou dans la région forestière, visait la réinsertion socioéconomique de mille (1.000) jeunes de dix (10) quartiers les plus affectés, soient cent (100) jeunes par quartier.

Il avait pour objectif de contribuer au renforcement de la paix et de la résilience en Guinée forestière, à travers la réinsertion économique et sociale immédiate des jeunes par des activités d'assainissement à Haute Intensité de Mains d'œuvre (HIMO).

L'ONG ENFANCE DU GLOBE en partenariat avec le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS, United Nations Office for Project Services), avec l'appui des conseils des quartiers, a assuré la mise en œuvre des activités dans les quartiers de **MOHOMOU** et **GONIA 3**, Commune Urbaine de N'zérékoré.

Je vous invite à suivre à travers ces lignes, un résumé succinct dudit projet ainsi que les principaux résultats obtenus.



PRESENTATION GENERALE DU PROJET

Dans son objectif global de « Contribuer au renforcement de la Paix et de la résilience en Guinée Forestière, à travers la réinsertion économique et sociale immédiate des jeunes des quartiers affectés par les violences intercommunautaires de Juillet 2013 à N'Zérékoré, créer des revenus immédiats par des activités d'assainissement collectives à haute intensité de mains d'œuvres (HIMO) et contribuer à la cohésion sociale des populations», les quartiers de MOHOMOU et GONIA III ont bénéficié des services de l'ONG ENFANCE DU GLOBE, sous la supervision et le conseil des experts de l'UNOPS à travers un financement de l'Union Européenne du 1^{er} Juin 2015 au 15 Août 2016.

Ces services sont entre autres :

- La Sensibilisation des populations des deux quartiers ciblés ;
- L'Organisation et le suivi des bénéficiaires dans la réalisation des travaux HIMO ;
- L'accompagnement psychosocial aux bénéficiaires ;
- L'organisation d'actions renforçant la cohésion sociale.

RAPPEL DU CONTEXTE

La plupart des événements sociopolitiques qui ont secoué et qui continuent à secouer la Guinée, ont pour origine, la persistance de certains préjugés et stéréotypes entre les différents groupes ethniques du pays et à chaque occasion des victimes innocentes sont enregistrées. Dans la région de N'Zérékoré, citons pour mémoire les événements malheureux ci-après :

- Vendredi 05 Février 2010 : des heurts interconfessionnels ont éclaté entre Chrétiens et Musulmans à Nzérékoré suite à une accusation de profanation de lieu de culte. Après trois jours d'affrontements, le bilan fourni par le gouvernement faisait état de 2 morts, 2 disparus et une cinquantaine de blessés.
- Mercredi 4 mai 2011 : une accusation de sorcellerie a opposé les communautés Guerzés et Koniankés dans le village de Galakpaye, préfecture de Yomou. Selon les médias d'Etat, ces affrontements ont fait au moins 40 morts sans oublier les innombrables dégâts matériels.
- Le 10 Décembre 2012 : des émeutes ont éclaté à Guéckédou entre jeunes malinké, partisans de Boukary KEITA alors préfet de la localité et les populations autochtones composées essentiellement de Kissi. Ledit préfet était accusé d'harcèlement des populations autochtones pour leur adhésion au parti au pouvoir. Bilan: 3 morts et 23 blessés selon les médias d'Etat.
- En fin, du 14 au 18 juillet 2013, des affrontements intercommunautaires ont opposé les communautés Guerzés et Koniankés à Koulé, Nzérékoré et Beyla suite à la mort d'un jeune Konianké, supposé avoir tenté de voler dans une station de stockage et de vente d'hydrocarbures. Bilan une centaine de morts, des dizaines de disparus ainsi que de dégâts matériels importants.

Ces violences intercommunautaires sont exacerbées par le manque d'opportunité d'emploi pour les jeunes, un facteur qui rend ces jeunes plus vulnérables et expose la Guinée forestière à des risques de déstabilisation et de violence de toute sorte.

C'est pour parer à cette situation que l'Union Européenne dans son programme de « soutien aux efforts de résiliences en Guinée forestière », a initié le **Projet d'appui à la réinsertion et à l'accompagnement économique et social en Guinée Forestière (PARECO)** afin d'atténuer les risques d'escalade sociale et politique et d'amorcer la redynamisation du développement dans la Région.



II.2 Bénéficiaires

Les bénéficiaires directs de ce projet sont les mille (1000) jeunes correspondant aux six (6) quartiers couverts dans la commune urbaine de N'zérékoré et les quatre (4) quartiers couverts à Guéckédou, soient cent (100) bénéficiaires par quartier. Pour la commune urbaine de N'zérékoré, ENFANCE DU GLOBE a réalisé les activités à Mohomou et à Gonia III. Soient deux cent (200) jeunes encadrés.

III - ACTIVITES REALISEES

Deux (2) catégories d'activités ont été parallèlement menées pendant l'exécution du projet à savoir :

III.1 Les travaux d'assainissement en HIMO

Activités préparatoires des travaux HIMO

- ✓ Identification des bénéficiaires : en prélude aux travaux d'assainissement en HIMO, les conseils élargis des deux quartiers ont identifiés chacun cent (100) jeunes bénéficiaires répondant aux critères de vulnérabilité ci-dessous. :
 - Ex associés ou ex kalia;
 - Volontaires ;
 - Filles mères en situation difficile.
- ✓ Prise de contact avec les bénéficiaires: les listes des deux cent (200) bénéficiaires retenues ont été remises à ENFANCE DU GLOBE par UNOPS. EdG a ensuite procédé au contrôle physique des bénéficiaires du 19 au 20 Mai 2015 suivi de la prise des photos (voir les listes des deux cent bénéficiaires à l'annexe avec photos). Pendant ces rencontres de prise de contact avec les bénéficiaires des deux quartiers, d'amples informations ont été données au sujet du projet à savoir: ses objectifs, sa durée, les activités HIMO à mener, les résultats attendus, le partenaire financier du projet, le montant de la prime journalière par bénéficiaire.
- ✓ Constitution des équipes : dans chaque quartier, quatre équipes de vingt-cinq personnes ont été constituées pour l'exécution des travaux en HIMO et deux chefs d'équipes ont été désignés pour diriger chaque équipe. Les équipes ont été baptisés tel que illustré dans le tableau ci-dessous :

Liste des équipes de travaille et les chefs d'équipe



Quartier	N° O	Nom de l'équipe	Signification en français	Prénoms et Nom des Chefs d'équipes	Sexe	Fonction	Contact
MOHOMOU	1	Yelöghè	L'Union	NowaïLOUA	F	Chef	628 30 54 51
				BathelemiGromou	M	Adjoint	628 30 54 51
	2	Yikpélé	La Patience	Marie Françoise HONOMO	F	Chef	624 31 51 10
				GbelayeMonemou	M	Adjoint	655 94 10 03
	3	Lila	La Paix	Lucie KOLIE	F	Chef	662 88 32 27
				AlexisFassouTOUARO	M	Adjoint	628 73 18 68
	4	Welkèma	L'amour	Nyereké HABA	M	Chef	628 85 91 36
				Marie LOUA	F	Adjoint	660 26 58 26
GONIA III	5	Lila	La Paix	Foromo SAGNO	M	Chef	662 18 90 30
				Siré FOFANA	F	Adjoint	628 20 57 40
	6	Yelöghè	L'Union	Monique LAMAH	F	Chef	628 91 16 41
				MoïseMALAMO	M	Adjoint	666 90 46 79
	7	Bènkadi	L'entente	PogbaZOUMANIGUI	M	Chef	628 36 15 32
				Rosalie KPOGOMOU	F	Adjoint	660 66 51 66
	8	Gnèloguélèlè	L'union	CécéJoachimLAMAH	M	Chef	628 03 53 54
				Antoinette THEA	F	Adjoint	666 60 55

Recueil des besoins en HIMO des quartiers par priorité : Chaque conseil élargi de quartier avec l'appui des ingénieurs conseil d'ENFANCE DU GLOBE, a procédé à la détermination des besoins en HIMO par priorité tel que décrit dans le tableau ci-dessous :



QUARTIER GONIA III

Dalots

N° O	Nom du dalot	Lieu ou secteur	Observation
1	Talo Manimou	Secteur 7	
2	TaloSory	Entre secteur 4 et Secteur 1	
3	Talo Pépé	Secteur 3	
4	Talo Niakoye	Secteur 6	Retenu et construit
5	Talo Saint Jean	Secteur 5	
6	Talo Camara	Entre Secteur 2 et Secteur 6	
7	TaloKébé	Ecole primaire Gonja 2, sect 4	
8	Talo Konaté	Secteur 1	
9	Talo Patrice	Secteur 3	
10	Talo Doumouya (Wolowaya)	Secteur 6	
11	TaloGuémou	Secteur 5	
12	TaloGérome	Secteur 3	
13	Talo Keita	Secteur 1	
14	TaloSanoh	Secteur 4	
15	Talo Honoré	Secteur 7	
16	TaloGuilavogui	Secteur 2	
17	Talo Aly	Secteur 6	
18	Talo Maurice	Secteur 3	
19	Talo Gbamö	Secteur 5	
20	Talo Eugène	Secteur 1	
21	Talo Marché des réfugiés	Secteur 2	
22	Talo Albert	Secteur 7	

**- Les Caniveaux**

Sur la route du cimetière entre les secteurs 4 et 5 ;

Caniveau Union fait la force (secteur 2)

Caniveau Eugène –Secteur 1

Caniveau Kpomota – secteur 7

Caniveau à coté de la mosquée - secteur 6

Caniveau Saint Jean – Secteur 5

Caniveau Tilelo – Secteur 3

a3. Construction des dépotoirs d'ordures

Secteur 7 : 1 dépotoir

Secteur 6 : 1 dépotoir

Secteur 1 : 2 dépotoirs

- **Poubelles familiales** : Nombre de ménage : 3066

- Construction des latrines

Secteur 3 : 5 latrines :

Secteur 7 : 5 latrines ;

Secteur 2 : 3 latrines

Secteur 4 : 2 latrines

Quartier Mohomou**- Dalots**

N° O	Nom du dalot	Lieu ou secteur	Observations
1		axe Mohomou – Gonia I	
2		axe Mohomou – Mohomou	
3		Axe Mohomou – camp militaire	Retenu et construit

- Curage des lits des rivières d'eau

Axe Mohomou – Gonia I

Axe Mohomou – Mohomou

Axe Mohomou – camp militaire

- **Poubelles familiales** : Nombre de ménage 2300

Mise en place des dispositifs hygiéniques de protection contre Ebola et dotation des équipes en outillages de travail : pour une mesure d'hygiène et de prévention contre la fièvre hémorragique à virus Ebola, chaque équipe a été dotée d'un kit comprenant un sceau à robinet, des tubes de chlore, des morceaux de savon et un tabouret servant de support ou pose du sceau de recueillement d'eau.

Les outillages ci-dessous ont été réceptionnés à l'UNOPS et mise à la disposition des équipes



Identification d'une entreprise de transport des ordures des dépotoirs à la décharge : face à la difficulté de trouver une Petite et Moyenne Entreprise (PME) chargée du transport des ordures des dépotoirs à la décharge à cause de la faiblesse du montant budgétaire alloué à cette activité (24.000.000 Gnf pour Huit mois), UNOPS a conseillé aux trois (3) ONG en charge de la mise en œuvre des activités dans la commune urbaine de NZérékoré de réunir les moyens financiers mises à leurs disposition pour choisir une PME qui assurera le transport des ordures collectées par les travaux HIMO dans les six (6) quartiers.

Après consultation, l'Entreprise Moderne de Contraction et de Prestation (EMCP) a été retenue pour le transport des ordures des dépotoirs vers la décharge avec une fréquence d'un voyage par quartier et par semaine.

Ces activités préparatoires qui ont débouchés à l'élaboration d'un planning global de mise en œuvre des activités a été suivi par la réalisation effective des travaux d'assainissement suivants :

III.1.1 La collecte et transport des ordures, le curage des caniveaux et les lit des rivières

Les activités en HIMO qui ont regroupés les deux cent (200) bénéficiaires des quartiers de Mohomou et Gonia III, couverts par ENFANCE DU GLOBE, pendant les mois de juillet, Août, septembre et Octobre 2015 étaient essentiellement consacrées au ramassage des ordures dans les lieux publics (routes, marchés), les dépotoirs sauvages, le curages des caniveaux, le bouchage des trous sur les chaussés, le curage des lits des rivières dans les bas-fonds, le défrichement le long des routes.

Les ordures collectées ont été transportées par l'entreprise EMCP vers la décharge finale. Le tableau ci-dessous donne le volume ou la surface par type d'activité :



Collecte et ramassage des ordures



Curage du lit des cours d'eau

III.1.2 La construction des dalots

A Mohomou tout comme à Gonia III, les premiers sites choisis ne correspondaient pas au critère d'éligibilité de l'UNOPS. Ce qui explique leur annulation après trois (3) semaines d'intenses travaux de fouille. Il a été alors demandé aux conseils élargis des deux quartiers de choisir deux nouveaux sites en tenant compte de la praticabilité et la continuité de la route.

Deux (2) nouveaux sites furent choisis pour des raisons ci-après:

A Mohomou : le nouveau site abritait un dalot de 1m x 1m x 5m sur une voie de 15 m. Ce qui ne permettait pas l'évacuation des eaux du bassin versant. Les concessions situées en amont étaient chaque saison inondées et les habitants étaient victimes de délogement. En accord avec la Direction Préfectorale des travaux public, il a été convenu de remplacer le premier dalot de 5 m par un dalot de 2m x 1m x 8m pour faciliter le drainage d'une grande quantité d'eau ;



Site de MOHOMOU avant la construction du dalot

A Gonia III : Après l'annulation du premier site, le conseil de quartier de Gonia III s'est réuni pour choisir un nouveau site situé dans le secteur VI sur une route continue mais non praticable à cause d'un pont en tronc de palmier reliant le secteur 6 au secteur 4. La construction d'un dalot de 2,00 ml x 2,00 m x 8,00 ml a été retenue sur



Site de GONIA III avant la construction du Dalot (un pont en troc de palmiers)

Ces deux sites ont été validés par les services techniques de l'état dont la Direction préfectorale de l'habitat et celle des travaux publics.

III.1.2.1 Installation des chantiers et déviation de cours d'eau

Les travaux préparatoires d'installation de chantier ont eu lieu le lundi 20 juin 2016 dans les deux quartiers. Ils ont consisté au nettoyage des sites, l'installation des ateliers de ferrailage et de menuiserie, la préparation des aires de gâchage et de stockage des agrégats, la déviation du cours d'eau et la démolition de l'ouvrage en tronc de palmier à Gonia III. Il n'y a pas eu de déviation de cours d'eau à Mohomou,



Déviation cours d'eau à Gonia III



Préparation de l'atelier de ferrailage à Mohomou



III.1.2.2 Implantation plus Fouille

Les opérations de fouille ont durées cinq (5) jours à Mohomou (du 21 au 27 juin 2016, excepté samedi et dimanche), et trois (3) jours à Gonia III (du 21 au 23 juin 2016).



Fouille à Gonia III



Fouille à Mohomou

III.1.2.3 Préparation fond de forme

Les opérations de préparation de fond de forme ont consistés à l'empierrement et la pose de couche de gravier pour la stabilité de l'ouvrage. Elles ont duré un (1) jour sur chaque site.



Préparation fonds de forme à Mohomou



Préparation fonds de forme à Gonia III

III.1.2.4 Bétons de propreté

Comme son nom l'indique, pour assainir l'aire de réception du ferrailage du radier, le béton est dosé à 150 kg/m³. Il a duré un (1) jour.



Béton de propreté à Gonia III



Béton de propreté à Mohomou



III.1.3.5 Ferrailage

Les radiers sont les semelles de l'ouvrage dont les pieds et ailes droits sont rattachés. Dosées à 350 kg/m³. Le ferrailage est constitué du fer de diamètres 12, 10 et 8. L'espacement entre les traverses est de 15 cm et les filants 20 cm selon le plan d'exécution du ferrailage du radier. Les travaux de coffrage et ferrailage ont durés trois (3) jours dans chaque quartier.



Ferrailage de fond



Ferrailage de fond

III.1.3.6 Exécution Pieds droits plus ailes

Ils sont réalisés en béton armé dosé à 350 kg/m³. Le ferrailage constitué de barre de fer de diamètres 12 et 8 pour les pieds droits et diamètre 10 et 8 pour les ailes. Les travaux ont duré 3 jours pour chaque pied plus les ailes.



**Réception du coffrage pieds droits à Gonia
3 par le Directeur des TP**



**Réception du 1^{er} Pied droit coulé à
Mohomou par le Directeur des TP**

III.1.2.7 Coulage de la dalle

Le béton est dosé à 350 kg/m³ et le ferrailage est constitué de fer de diamètres 12, 10 et 8.



Coulage de la dalle à Gonia III



Coulage de la Dalle à Mohomou



III.1.2.8 Remblai :

Deux cent cinquante-deux mètre cube (252 m³) de latérite ont servi au remblai du simple Dalot de 2,00 ml x 2,00 m x 8,00 ml de Gonia III tandis qu'à Mohomou la quantité de latérite est de 54 m³ . L'épandage de la latérite été effectué à l'aide d'un chargeur, le nivelage a été fait par un gradeur, le compactage par le compacteur. Les bénéficiaires sont intervenus pendant tous les travaux de remblai à travers les travaux des manœuvres.



Remblai, Nivelage et compactage par la méthode HIEQ (haute intensité des équipements)

III.1.2.8 Recalibrage des lits cours d'eau et pierres maçonnées :

Le recalibrage a été effectué par les bénéficiaires. Il a consisté à ouvrir le lit du cours d'eau pour faciliter l'écoulement des eaux de ruissellement provenant du bas-fond. Quant aux pierres maçonnées, ils ont été effectués par les bénéficiaires assistés des ouvriers qualifiés (menuisiers et maçons)

Les images des deux sites après la construction des dalots



Dalot de MOHOMOU



Dalot de GONIA III

III.2 Les activités sociales

Les activités sociales ont consisté au renforcement des capacités sociales et l'accompagnement psychosocial des bénéficiaires.



III.2.1 Renforcement des capacités sociales : pour encourager le lien de solidarité entre les bénéficiaires d'une part, la stratégie de travail en équipe a été utilisée tout le long des activités en HIMO. Pendant la pause journalière, les bénéficiaires prenaient souvent un repas collectif préparé sous fonds collecté chaque jour. D'autre part les sensibilisations de masse organisées sur les places publiques constituaient un espace de promotion de la paix, de la cohésion sociale et de sensibilisation les jeunes au civisme, aux méthodes pacifiques de résolution des conflits et à la vie en communauté en zone urbaine.



Sensibilisation de masse sur la cohésion sociale et la Paix

III.2.2 Appui psychosocial : il a été question d'apporter un appui psychosocial aux victimes de ces événements malheureux afin de dépasser les résistances psychologiques à la réconciliation et de favoriser une meilleure collaboration lors de la réalisation des travaux en HIMO. Cet appui psychosocial s'est effectué à travers les **entretiens individuels** et les **focus groupes**. Les bénéficiaires ont été regroupés en sept (7) focus groupes qui sont :

- Focus groupe bénéficiaires ayant perdu les parents pendant les événements de Juillet 2013 ;
- Focus groupes des bénéficiaires Ex-associés ;
- Focus groupe des bénéficiaires déscolarisés ;
- Focus groupe des diplômés sans emplois ;
- Focus groupe des Filles mères ;
- Focus groupe des Orphelins ;
- et le focus groupe des bénéficiaires issus de familles victimes d'Ebola



Entretien individuel d'une psychologue avec un bénéficiaire



Une psychologue en focus groupe



IV - PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS

En plus du tissu social renforcé dans nos zones d'intervention, la réalisation des activités sus mentionnées a aboutie aux résultats ci-après :

- 2090 m3 d'ordures collectées et transportées à la décharge ;
- 555,60 ml du lit des rivières curée pour éviter les inondations des bas-fonds ;
- 2 403,31 ml de caniveaux curé ;
- Deux (2) dalots de 2,00 x 2,00 x 8,00 ml construit ;
- Quarante-sept (47) bénéficiaires mènent des activités génératrices de revenu à l'aide du montant économisé pendant les activités en HIMO

V - DIFFICULTES RENCONTREES

Les principales difficultés rencontrées lors de la réalisation des activités sont :

- L'incohérence de certains noms des bénéficiaires figurant sur les listes fournies par les conseils élargis de quartiers aux personnes physiques ;
- Manque d'information préalable des bénéficiaires par rapport à leurs primes journalières ;
- Difficulté de trouver une PME de transport des ordures des dépotoirs à la décharge aux tarifs par nombre de voyage défini dans le budget;
- Choix des sites de construction des Dalots non conforme aux critères prévus par UNOPS ;
- Retard dans le paiement des Etapes dû à la complexité de la procédure de décaissement de l'UNOPS;
- Multiplicités des imprévues dans la mise en œuvre des activités ;
- Le remblai et le compactage des sites non favorables à uniquement à l'approche HIMO ;
- Le décret présidentiel interdisant la coupe du bois a rendu difficile l'approvisionnement des chantiers en planches ;

VI - SOLUTIONS

Faces aux difficultés sus mentionnées, les solutions ci-dessous ont été apportées :

- Le contrôle de la présence physique des bénéficiaires munis de leurs pièces d'identité, Ce qui a permis de déceler et remplacer les bénéficiaires fictifs qui avaient été insérés à la place du vrai ayant droit
- Une large sensibilisation des bénéficiaires sur l'importance de leur participation à l'instauration d'un climat de paix et de cohésion social dans leurs quartier respectif, la réinsertion socioéconomique à travers les travaux en HIMO a faciliter l'acceptation de la prime journalière de 25.000 GNF comparativement à ce que réclamaient les bénéficiaires comparativement au montant de 30 000 GNF que recevaient les bénéficiaires du même projet dans la capitale Conakry selon leurs informations.;
- Pour faciliter le transport des ordures des dépotoirs à la décharge au coup des lignes budgétaire du projet, une association des ONG partenaires du projet a été sollicitée (voir plus haut) ;
- Le choix des premiers sites obéissant aux intérêts divers des responsables des deux quartiers plutôt qu'aux exigences du projet (tous les 2 premiers sites étaient situés à proximité des domiciles des chefs de quartiers sur les routes non continues), une large sensibilisation des conseils élargis des quartiers a permis d'identifier de nouveaux sites répondant plus ou moins aux critères de choix des sites de UNOPS ;



- Des préfinancements sur fonds propres de l'ONG ont permis de combler les retards dans le paiement des Etapes et les signatures des avenants 2 et 3 ont permises la poursuite des activités au-delà des dix mois initialement prévus ;
- Une réadaptation des lignes budgétaires aux charges résultantes de la mise en œuvre effectives des activités sur le terrain a permis de couvrir des charges supplémentaires énormes qui ne figuraient pas dans le budget initial du projet ;
- Le site de GONIA III se situant dans un bas-fond situé à l'intersection de deux collines, le Dalot construit de 2 m de hauteur sous dalle a été remblayé avec un apport de 280 m³ de latérite. L'application d'une approche complémentaire en HIEQ (Haute Intensité des Equipements) a permis le nivellement et le compactage de la terre apportée.
- Un recyclage des planches de coffrage a permis de combler le déficit de bois de coffrage.

VII - RECOMENDATIONS

Pour remédier à certaines des difficultés énumérées ci-haut, nous recommandons ce que suit :

- Une large information préalable des bénéficiaires du projet avant leurs participations à la mise en œuvre ;
- L'implication des partenaires de mise en œuvre dans l'identification dans certaines activités préliminaires importantes du projet tel que l'identification des bénéficiaires et les sites ;
- Une adéquation de la période aux activités (construction des dalots en saison sèche plutôt qu'en hivernage),
- Alléger la procédure de décaissement de l'UNOPS ;



PROGRAMME PROTECTION : CAMPAGNE NATIONALE DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION SUR LES MGF/E ET LES VGB.

RAPPEL DU CONTEXTE

Depuis 1984 le gouvernement guinéen et ses partenaires multiplient les efforts à tous les niveaux enfin de bannir la pratique des MGF/E qui reste vivace dans notre pays avec un taux de prévalence de 96% selon l'EDS de 2012.

C'est dans cette optique que L'ONG PRONG en collaboration avec le ministère de l'action sociale de la promotion féminine et de l'enfance a obtenu un appui financier de L'UNFPA dans le cadre de la mise en œuvre du projet « campagne nationale de sensibilisation et d'information sur l'abandon des MGF/E et VBG ».

La réalisation des activités dans les régions de Kankan et de Nzérékoré a été précédée d'une formation qui s'est tenue du 25 au 27 août 2016 à Kindia. Cet atelier d'orientation avait pour objectif d'outiller 32 relais de communication des huit(8) régions administratives du pays pour la sensibilisation d'au moins 1000 jeunes et 50 leaders d'opinions par région à travers l'organisation des causeries éducatives au niveau des quartiers et secteurs. En outre, cette formation a permis de mettre en place et de rendre fonctionnelle, une plateforme d'échanges sur les VBG et MGF/E via internet.

DEROULEMENT DE L'ACTIVITE :

Dans le souci de respecter la programmation initiale de la réalisation des activités, l'équipe des relais de communication de Kankan et Nzérékoré composé de huit(8) agents de l'ONG ENFANCE DU GLOBE a démarré les activités le 19 septembre 2016 dans le quartier de Dar-es-Salam (Kankan) avant la cérémonie de lancement officiel des activités. Cette première phase s'est poursuivie du 19 au 23 septembre 2016.

Cérémonie de lancement des Causeries Educatives.

Le lancement des activités a eu lieu Samedi **24** Septembre 2016 dans la salle de réunion de la mairie pour la région de Kankan et le 22 Septembre 2016 dans la salle de réunions de la bibliothèque préfectorale pour la région de Nzérékoré. Cette cérémonie de lancement a connu la présence des autorités communales et préfectorales, les Directeurs Régionaux de l'Action sociale, les coordinateurs Régionaux de l'UNFPA, les présidents du RENACOT, les présidents des conseils de quartiers, les ONG/institutions nationales ou internationales telle que : UNICEF, PLAN GUINEE, MDT, AFEV, SOS Village d'Enfant, les associations de jeunes, les groupements féminins ainsi que les leaders religieux.

Les cérémonies de lancement ont démarré par des présentation de pièces de théâtre sur les conséquences de l'excision animées par les jeunes de la Troupe Théâtrale de l'Université Julius Niérére de Kankan (GTJNK) et des jeunes filles et garçons du Centre d'Ecoute, de conseil et d'orientation des jeunes (CECOJE) de Nzérékoré suivi de la prestation des groupes de danse.



De gauche à droite
La Troupe théâtrale
de l'Université de
kankan et le groupe
de danse de
Senkefara pendant
sa prestation.





La saynète étant un moyen d'apprentissage transformateur, son animation a permis de planter le décor de l'événement avant de servir de moyen d'interpeller les consciences sur l'importance et la nécessité d'abandonner la pratique de l'excision à cause des conséquences qu'elle engendre sur la santé et le bien-être psychosexuel des filles et des femmes dans les communautés.

Après la présentation des pièces de théâtre, quatre (4) discours dont le discours de bienvenue de l'ONG ENFANCE DU GLOBE, les discours des coordinateurs régionaux de l'UNFPA, les discours des Directeurs régionaux de l'Action sociale et enfin les discours de lancement des maires des communes urbaines de Kankan et de Nzérékoré ont marqué l'événement.

Dans l'ensemble des allocutions prononcées, après avoir fourni des statistiques sur le taux de prévalence des MGF/E en Guinée, les intervenants ont salué les efforts déjà fournis par le gouvernement et ses partenaires financiers dans le domaine de l'accélération de l'abandon des MGF/E tout en saluant l'initiative du PRONG qui consiste à ouvrir le débat au sein des communautés pour un changement de comportement libre et définitif.



Madame la Responsable du bureau de zone de l'UNFPA-Kankan lors de son allocution.



Vue de la salle



Photo de famille des participants lors du lancement des activités à N'Zérékoré



Par ailleurs, ces intervenants ont exhorté les acteurs de mise en œuvre au courage et à l'esprit de volontariat qui constituent, à leur avis, les seules armes efficaces pour parvenir à l'éradication de l'excision qui est une des normes sociales vivaces.

Animation des Causeries Educatives

La causerie éducative est une technique de communication interactive et participative qui a pour objectif le changement de comportement dans les communautés. Elle permet d'échanger des informations, des idées, des connaissances, et de favoriser l'adoption de comportements nouveaux en vue d'améliorer une situation donnée.

Dans le cadre du présent projet, les causeries éducatives ont permis essentiellement de stimuler le dialogue entre les membres de la communauté sur les raisons profondes et les conséquences de la pratique des MGF avec un accent particulier sur l'excision qui est la forme la plus pratiquée en Guinée.

Animation de Causeries Educatives avec les leaders d'opinion

Durant les deux semaines prévues pour la réalisation des activités, la première causerie éducative a été organisée le 25 Septembre 2016 dans la salle de réunion du siège de l'ONG ENFANCE DU GLOBE à Kankan à l'intention de cinquante (50) leaders d'opinions issus des différents quartiers de la commune urbaine. Animée par les équipes des relais de communication et le chargé des questions de l'enfance, cette activité a connu la présence des Directrices régionales et préfectorales de l'Action sociale, les représentants de l'UNPA et les présidents des communicateurs traditionnels.



Dans la salle de réunion de ENFANCE DU GLOBE à Kankan, les participants lors d'une causerie éducative



Sur le balcon du bureau de l'ONG à Kankan, les participants après l'animation de la causerie éducative



Vue de la salle lors d'une causerie à N'Zérékoré



Lors des causeries, les participants ont échangé de long en large sur les raisons (culturelles, religieuses, économique) qui semble justifiées à tort la pratique des MGF/E. Ensuite des communications sur diapo des chargés des questions de l'enfance des deux préfectures ont éclairé les esprits sur les multiples conséquences de cette pratique sur la vie de la fille et de la femme. La fin des séances a été entremêlée d'exemples, de témoignages et d'informations sur les inconvénients des MGF/E parmi lesquels les complications obstétricales, les problèmes pendant l'accouchement, la frigidité, le risque de contamination aux IST et VIH ont été cités.

Animation de Causeries Educatives avec les jeunes et associations de femmes.

Pour la deuxième catégorie que constituent les jeunes, une série de causeries éducatives a été organisé avec les jeunes et femmes au niveau des grains de jeunes, des groupements de femmes, des ateliers de coutures, des maisons artisanales etc.

Les principaux critères qui ont prévalu dans le choix des sites d'animation sont entre autre :

- La reconnaissance du quartier dans la pratique des MGF/E ;
- L'existence des grains (foyers) de jeunes et d'associations/groupement de femmes ;

La principale stratégie utilisée pendant la sensibilisation était la suivante :

1. Constitution des quatre(4) relais de communication en équipe de 2 agents en tenant compte du mixage homme-femme ;
2. Elaboration du planning journalier de réalisation des causeries ;
3. Visite préalable du site et prise de contact avec les responsables des cibles ;
4. Réalisation de la causerie avec les cibles ;



Causerie éducative avec les jeunes du quartier Nakoyakpala- Préfecture de N'Zérékoré.



Causerie avec un groupement féminin au quartier Briquiterie- Préfecture de Kankan

Au cours de la causerie, les débats étaient articulés sur les points suivants

- **Détermination des raisons** qui justifient la pratique de l'excision : A ce niveau le rôle des relais a constitué à délégitimer les raisons infondées qui sont souvent évoquées par la communauté pour justifier la pratique de l'excision. Les témoignages pathétiques et les exemples tirés d'histoires réelles ont souvent été utilisés par les animateurs pour réussir à influencer sur les positions initialement hostiles des participants ;
- **Information des participants** sur l'ampleur du phénomène dans notre pays et les conséquences sanitaire et psychologiques subies par les victimes ;



RESULTATS ATTEINTS

A l'issue de cette activité les résultats suivants ont été atteints :

- ✓ 70 causeries éducatives organisées ;
- ✓ 19 quartiers et 39 secteurs touchés ;
- ✓ 2 100 jeunes et femmes ont participé aux causeries organisées par les 8 relais de communication

Voir ci-dessous le tableau du nombre de causeries réalisées par quartier et le nombre de participants ayant pris part.

Quartier	Nombre de causeries réalisées	Nombre de participants
		Total
Région de Kankan		
Dar-es-salam	9	270
Briquiterie	8	240
Senkefara 1	4	120
Bordo	4	120
Heremakono 2	3	90
Kabada	1	30
Banankoroda	3	90
Energie	2	60
Région de N'Zérékoré		
Mohomou	7	210
Gbangana	3	90
Nyè sokoura	4	120
Ossud 2	3	90
Horoya I	2	60
Tilépoulou	5	150
Belle vue	3	90
Horoya II	2	60
Gonia III	4	120
Boma	1	30
Burkina	2	60

La clôture des activités

La clôture des activités a eu lieu samedi, 8 Octobre 2016 dans la salle de réunion d'ENFANCE DU GLOBE dans le quartier Ex-Aéroport. Présidée par la Directrice régionale de l'Action sociale, cette cérémonie a connu la présence de la responsable du bureau de zone de l'UNFPA accompagnée de son responsable de suivi-évaluation, les Directeurs Exécutifs des ONG EdG et AFAF, les représentants de quelques ONG de protection de l'enfant, les membres de CLEF et les animatrices communautaires de l'ONG ENFANCE DU GLOBE.



1. Animation d'une causerie éducative avec les participants :

Conduite par une des relais de communication, cette dernière causerie a servi de cadre d'échanges fructueux colorés de questions-réponse entre les participants qui n'ont pas tari d'exemples de cas vécus sur les inconvénients de cette pratique. A propos Madame la responsable du bureau de zone de l'UNFPA a fourni d'amples informations sur les conséquences sanitaires de la pratique de l'Excision tout en demandant aux acteurs de protection de l'enfance à réfléchir sur la meilleure alternative qui pourrait amener les communautés à renoncer à la pratique des MGF/E tout en préservant les éléments culturels qui semblent être, à son avis, la préoccupation ultime des communautés.

2. Brève présentation du déroulement des activités sur le terrain :

A travers une projection sur Powerpoint, le chef d'équipe des relais communication a présenté à l'ensemble des participants les activités réalisées sur le terrain durant les deux(2) semaines, les constats réalisés avant de formuler quelques recommandations. **Une communication du facilitateur de la formation de Kindia** présent à la clôture a permis d'outiller les participants sur la stratégie de l'habilitation sectorielle et communautaire qui est une approche harmonisée en matière de lutte contre les MGF/E en Guinée.

3. Une communication du facilitateur de la formation de Kindia présent à la clôture a permis d'outiller les participants sur la stratégie de l'habilitation sectorielle et communautaire qui est une approche harmonisée en matière de lutte contre les MGF/E en Guinée.

La cérémonie a pris fin par le discours de Madame la Directrice régionale de l'Action sociale qui a vivement remercié l'UNFPA pour son accompagnement financier tout en réitérant l'engagement de son département à rester aux côtés des ONG pour la cause des enfants et des femmes.

4. Résumé des constats réalisés sur le terrain lors l'animation des causeries éducatives

- Nette amélioration de l'adhésion des leaders d'opinion à la lutte contre l'abandon des MGF/E;
- L'omerta ou le tabou autour des MGF/E est de plus en plus brisé;
- Les communautés trouvent meilleure l'approche qui consiste à créer un cadre de réflexion participatif autour de l'abandon définitif des MGF/E;

Parmi les raisons évoquées comme justifiant la pratique des MGF/E, l'élément religieux semble le plus tenace à Kankan. Pour la Région de N'Zérékoré les participants ont notifié l'absence de solution alternative au dépôt des couteaux pour les exciseuses.

5. Difficultés

- Réception tardive des matériels de visibilité (banderole, ti shorts et casquettes) due à leur production tardive par le ministère de l'Action sociale;
- Changement brusque dans la programmation des causeries dans certains quartiers due à des événements inattendus (décès, difficultés de mobilisation, mariage etc.)
- Difficulté de ménager un espace de temps dans l'emploi du temps chargé de certaines cibles (Ex. Ateliers de couture)

6. Recommandation.

- Poursuivre l'appui aux ONG pour toucher l'ensemble des préfectures de la région non touchés ;
- Accroître la participation des leaders religieux aux activités de sensibilisation des communautés à côté des relais de communication déjà formés ;
- Militer en faveur de l'application strict des textes de loi interdisant la pratique des MGF/E et médiatiser les cas de sanctions infligées à cet effet;
- Outiller les relais communautaires en matériels de communication (ordinateurs, téléphone) pour la poursuite de la sensibilisation sur les réseaux sociaux.



PROGRAMME EDUCATION : poursuite de la mise en œuvre du projet « Appui aux communautés et aux écoles pour l'inscription massive, le maintien et la réussite des enfants à l'école dans un contexte de lutte contre l'épidémie de maladie à virus Ebola (MVE) en Guinée »

EDITORIAL : Créer de meilleures conditions d'enseignement et d'apprentissage est gage de réussite pour les enfants à l'école ».



Par Patrice KOUROUMA, Superviseur, projets éducatifs

En Afrique, tous ce qui est routine est coutume. Alors ma plume en main au nom de la section Education, permettez-moi chers partenaires et lecteurs avant tout de m'acquitter de ce devoir sacré, celui de vous souhaiter les vœux les meilleurs pour l'année 2017.

Que les relations de confiance et de respect mutuel qui ont marqué notre collaboration durant l'année écoulée(2016) fleurissent à jamais. Pour ce qui est de la nouvelle année (2017), nous vous rassurons qu'avec votre soutien et notre engagement, nous visons haut et positif, l'accompagnement des enfants.

Chers partenaires, depuis la relance des activités du projet « Appui aux communautés et aux écoles pour l'inscription massive, le maintien et la réussite des enfants à l'école dans un contexte de lutte contre l'épidémie de maladie à virus Ebola (MVE) en Guinée », projet dont les interventions visent à assurer aux enfants, un environnement physique favorable à des enseignements/apprentissages de qualité. Il vise également à garantir la participation communautaire avec un accent sur la parité en terme d'accès, de maintien et de réussite scolaire durant le cycle primaire respectant les cinq (5) dimensions d'une école amie des enfants et amie des filles.

Sur financement de l'UNICEF, ENFANCE DU GLOBE, en tant qu'organisme de mise en œuvre des activités de ce projet, en partenariat avec l'administration scolaire et les structures communautaires ont planifiées et mises en œuvre une diversité d'activités en lien avec les objectifs du projet. Ces activités ont contribué à l'atteinte des résultats attendus du projet dans les domaines de l'inscription massive, le maintien et la réussite scolaire des enfants surtout les filles dans un contexte de lutte contre la maladie à virus Ebola.

Ce projet, initié par le Programme d'Education de base et de qualité de l'UNICEF, a visé aussi l'opérationnalisation de la dimension communautaire des interventions du Programme Education de l'UNICEF-Guinée dans les Régions Administratives de Kankan (les préfectures de Mandiana, Kérouané et Siguiri) et la Région de Faranah (la préfecture de Dinguiraye).

En outre, il a mis un accent sur la scolarisation des filles en vue d'aplanir les disparités de certains indicateurs en leur défaveur dans un contexte de zéro cas d'Ebola dans la zone du projet. Au terme de la deuxième année de mise en œuvre de ce projet, nous assistons aujourd'hui à une prise de conscience grandissante des communautés. Cette prise de conscience se traduit par la forte implication des communautés dans la protection des enfants, la scolarisation de la jeune fille, l'engagement des APEAE, AMEF et élus locaux des 22 communautés dans la cogestion de l'école.



Ces structures communautaires et élus locaux jouent à ce jour, un rôle de premier plan dans les sensibilisations, l'assainissement des concessions scolaires, la prise en charge des enseignants communautaires, la construction des écoles en dur, en banco ou en hangars. Cet engagement grandissant n'est pas soutenu par les conditions incontournables de scolarisation qui pourraient davantage motiver les parents à plus de maintien de leurs enfants en priorité les filles à l'école. Cependant, le déficit d'enseignants de même que l'insuffisance voir manque d'infrastructures scolaires, sont entre autres des raisons de démotivation parentale au sein des communautés cibles.

Vu ces défis majeurs, ENFANCE DU GLOBE en partenariat avec l'UNICEF déploient de nombreux efforts pour que plus d'équité et d'égalité soient accordées aux enfants pour leur inscription, leur maintien et leur réussite au CEP.

Par ailleurs, dans le cadre de la promotion du droit des enfants à l'éducation, nous notons cette année, un partenariat entre ENFANCE DU GLOBE et la Fondation « Un concert, une école » de l'international artiste Tiken Jah FAKOLY, qui s'engage à construire, d'ici l'ouverture des classes 2017 – 2018 une école pour les enfants de Sökoro, village de la sous-préfecture de Niandankoro préfecture de Siguiri

Chers partenaires, au nom de la Direction et du personnel de l'ONG ENFANCE DU GLOBE, je vous remercie pour vos divers appuis qui se sont traduits par des financements, l'implication et la participation active à la mise en œuvre dudit projet. Vous trouverez dans les lignes qui suivent, plus de détail sur les activités réalisées, les résultats obtenus ainsi que les difficultés rencontrées.

Merci à toutes et à tous et bonne lecture.



RAPPEL DU CONTEXTE

Le Programme Education Guinée-UNICEF est fortement engagé en faveur de l'amélioration de l'achèvement d'un enseignement de base de qualité pour tous les enfants en âge scolaire de la Guinée, à travers des interventions visant particulièrement l'accroissement de l'accès, du maintien et de la réussite des filles à l'école de façon à accélérer la parité entre les filles et les garçons pour tous les indicateurs concernés. Nombre de ces interventions requièrent une grande implication des communautés.

A ce jour, toutes les écoles disposent d'Associations de Parents d'Elèves et Amis de l'Ecole (APEAE) dont le niveau de fonctionnalité et de participation effective au processus de prise de décisions en faveur de l'école est très variable. Toutefois, dans les préfectures où l'UNICEF intervient, certaines écoles disposent d'Associations de Mères d'Elèves, fréquemment appelées Comités des Mères des Elèves Filles (COMEF). Quand à ces Associations, elles aussi ont des niveaux de fonctionnalité très variable, et souvent, se limitent à un noyau de cinq à sept mères cooptées par les directions d'écoles et non représentatives des mères des élèves filles. Ce qui explique en grande partie l'incapacité des structures à base communautaire à jouer pleinement leurs rôles et responsabilités quant à la prise de décision en faveur de l'éducation de leurs enfants notamment les filles.

L'analyse des statistiques a indexé 11 préfectures (Gaoual, Koundara, Mali, Koubia, Téliélé, Dalaba, Mamou, Dinguiraye, Siguiri, Kérouané et Mandiana), ayant les taux d'achèvement des filles inférieurs à la moyenne nationale (50% en 2011). Les préfectures de Koundara et de Dinguiraye ont les taux nets d'achèvement des filles les plus bas (9% contre 12% et 14% respectivement chez les garçons), suivies de celles de Kérouané (10% contre 16% chez les garçons) et de Mandiana (11% contre 18% chez les garçons), la moyenne de la zone étant de 14,4% (contre 24,65% au niveau national). D'où l'implication des ONG nationales pour contribuer à l'amélioration de ces disparités dans le cadre de la scolarisation, du maintien et de réussite scolaire avec une participation effective des communautés suscitées.

Pour ce faire, l'UNICEF, en partenariat avec l'ONG ENFANCE DU GLOBE, a recruté des Animatrices de Développement Communautaire (ADC) dans le but est de renforcer la structures communautaires à vocation éducative de Dinguiraye, Mandiana, Siguiri et Kérouané. Cela, pour un soutien de proximité aux à ces structures dans la planification, l'exécution et le suivi-évaluation des activités qui permettent une amélioration effective de la scolarisation et des conditions d'enseignement/apprentissage des enfants, plus particulièrement les filles.

Aussi, l'ONG à travers ces ADC sensibilisent les dites communautés à la promotion de la scolarisation des enfants, afin qu'elles mènent des actions de plaidoyer auprès des communes, en vue de leur solide engagement en faveur de la création d'un nombre accru de Centres d'encadrement communautaires (CEC) et de la prise en charge des coûts y afférant. Ce qu'il faut retenir de l'option ADC (Animatrice de Développement Communautaire), c'est qu'elles (les ADC) doivent servir de modèles aux yeux des parents réticents ou indécis à scolariser et à maintenir leurs filles à l'école.





RESUME DES PRINCIPALES ACTIVITES REALISEES

Sur financement de l'UNICEF l'EdG au cours de cette année 2015 – 2016, à travers ces 14 ADC et son personnel d'appui qui en collaboration avec l'administration scolaire, les structures communautaires (APEAE et AMEF), pédagogiques (GdE et SFF) et élus locaux (chef secteur, Président de district, Maire...) a réalisé plusieurs activités qui ont permis dans un cas général à la prise de conscience et à l'implication des communautés dans la résolution des problèmes liés à l'éducation de leurs enfants en particulier les filles.

En effet, la réalisation de ces activités sous l'appui et l'œil d'une équipe 100% filles, a servi de modèle et a bien entraîné des effets tache d'huile au sein des communautés cibles du projet dans lesquelles les facteurs sociaux constituent les causes d'abandon scolaire des enfants en particulier pour les filles. Il est à noter que cette approche ADC a fortement contribué à l'engagement desdites communautés pour l'inscription, le maintien et la réussite des enfants notamment les filles à l'école.

Ainsi donc les principales activités réalisées au compte de cette année 2015 - 2016 se résument par la mise en œuvre des activités ci-après:

- Encadrement de **496** écoles ayant installées des GdE parmi lesquelles **335** développent le **SFF**.
- Le renforcement des capacités du personnel d'appui (14 ADC et 2 Superviseurs)
- Le processus de renseignement des FSS dans les 4 DPE (Kérouané, Mandiana, Siguiri et Dinguiraye) a permis de capitaliser ceci :
 - Les DPE ont reçu **56 516** FSS ;
 - Les 22 DSEE ont reçu de ces DPE **26 987** FSS ;
 - Les écoles ont reçu également **26 987** FSS ET.
 - Les enseignants et leurs DE ont effectivement renseigné **24524** FSS pour les classes de CP1 et CP2 ;

Pour ce qui est des structures communautaires cibles du projet, au cours de cette année (2015 – 2016) **594** AMEF sont encadrées et jouent pleinement leurs rôles et responsabilités. Au cours de cette année il a été enregistré une participation de **45 113** membres de ces écoles/AMEF dont **594** Directeurs d'écoles et **22** Autorités locales aux activités d'orientation des structures. Du côté des APEAE, nous avons dénombré **431** APEAE avec **2611** membres dont **707** femmes ayant participé aux activités de l'association;

- Poursuivant le processus d'évaluation des performances des structures encadrées par le projet, sur les **584** APEAE les agents du projet ont évalué les plans d'action de **584 et 427** au niveau des AMEF. A ceux-ci s'ajoutent l'évaluation de **496** Plans d'actions des GdE ;
- De l'utilisation des salles de classes des écoles construites par les PTF, il a été noté que **402** écoles aient été construites par les PTF avec **833** salles. Sur ces 833 salles, **629** sont fonctionnelles et 204 non fonctionnelles ;
- Quant à la prévention des enfants contre la MVE et autres maladies à potentielle épidémique, **594** écoles ont bénéficié du suivi du fonctionnement des dispositifs de prévention. Les constats révèlent que malgré une observation rigoureuse des directives de prévention dans les écoles et malgré des efforts de réparation et de remplacement, **1983** Kits sont défectueux sur les **2453**. Malgré la déclaration de fin de l'épidémie Ebola, les communautés/ADC continuent à organiser des séances de causeries éducatives pour la protection des enfants contre les maladies. C'est à cet effet qu'elles ont organisé durant cette année, **1 618** séances de causeries éducatives dans **594** écoles des **22** DSEE de la zone du projet avec une participation de **45 113 personnes** dont **23 003** femmes ;
- En outre, en ce qui concerne l'encadrement de la petite enfance, **40/47** CEC ont été suivis dans leurs fonctionnements (11/12 à Dinguiraye, 10/13 à Siguiri, 8/10 à Mandiana et 11/14 à Kérouané). Ces **40** CEC totalisent un effectif de **2949** auditeurs dont **1482** filles soit (**50,25%**);
- Le suivi de la fréquentation des élèves par les structures encadrées dans les 22 DSEE a permis d'identifier **301** cas d'abandons dont 211 dans les écoles des **22** DSEE/CR cibles du projet. Parmi ces 301 cas, **170** enfants/élèves ont été réinsérés dont **161** filles grâce à la collaboration franche et sincère entre les structures communautaires-autorités locales-administration scolaire ;



- Les séances de sensibilisation menées par les ADC et Superviseurs du projet sur l'hygiène a permis à **389** écoles/Communautés d'entretenir **376** cabines de latrines des écoles et amener **10** autres communautés à réaliser **17** nouvelles latrines ;
- Pour ce qui concerne la reconnaissance officielle des **594** AMEF, **205** autres AMEF se sont dotées de SRI et s'ajoutent aux **222** de l'année dernière. Ce qui donne un nombre de **427** AMEF. Parmi ces **427** AMEF, nous comptons **105** AMEF qui ont adressé leurs demandes d'obtention d'agrément aux autorités préfectorales.
- ✓ Quant aux efforts des communautés dans le maintien et la réussite scolaire de leurs enfants, elles ont réalisé (les communautés) en plus de la prise en charge de 556 enseignants communautaires avec une mensualité variant entre 500 000 GNF et 800 000 GNF par communautaire, en connivence avec les ADC et administration scolaire au cours de cette année de nombreuses causeries éducatives sur le maintien et la scolarisation massive des filles dans les écoles/communautés dont les statistiques sont mentionnées ci-dessus. A l'issue de ces causeries éducatives, des actions concrètes ont été mises en œuvre pour la réussite scolaire des enfants. Ce sont entre autres :
 - La constitution par les bureaux d'APEAE et d'AMEF en collaboration avec l'administration scolaire de **196 Groupes de Révision (GR)** pour préparer les compositions de passage et les examens d'entrée en 7^{ème}. Ces efforts ont été focalisés sur les classes des niveaux **CE** et **CM**, avec un effectif de 3216 élèves dont **994** filles. Ces Groupes de révision ont été encadrés par **127** enseignants. Quant aux classes des niveaux **CP**, les **335** écoles qui développent le **SFF** (2171 tutrices) ont encadré dans l'ensemble **7598** filles dans les **22 DSEE** de la zone du projet.
 - La Construction/rénovation de **49** écoles (bâtiment /hangars) communautaires soit **501 409 000** GNF.
 - La Prises en charge de **556** enseignants communautaires de 22 DSEE (**275** à Siguiri, **95** à Kérouané, **98** à Mandiana et **88** à Dinguiraye) soit une mensualité variant entre **500 000** GNF à **800 000** GNF
 - Le Soutien aux Cantines scolaires **56 400** kg de condiments divers mobilisés par les AMEF
 - Le Soutien aux enseignants : **14 300** kg de riz
 - le Soutien au **196** Groupes de révisions (achat lampes ; frais de courant ; piles ; consommables, motivation de **127** répétiteurs...): **91 650 000** GNF
 - La réalisation de **111/288** AGR identifiées (Maraîchage, prestation de service, saponification, cultures d'arachides maïs, manioc et du riz) pour le soutien aux écoles dans **20** DSEE.

PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS

Dans les tableaux sous dessous, les principales activités réalisées en cette année 2015 -2016, les commentaires ainsi que les principaux résultats atteints en lien avec les objectifs et résultats attendus du projet consignés dans le PCA Initial.



RESULTAT ATTENDU 1 : Au tour de toutes les écoles et tous les CEC des sous-préfectures ciblées, des organisations communautaires (APEAE, AMEF, GF) sont fonctionnelles et contribuent efficacement à l'inscription au maintien et à la réussite des enfants, particulièrement des filles, dans les établissements d'éducation préscolaires et scolaire

Activités Réalisées	Résultats atteints /Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place, redynamisation, formation et opérationnalisation des structures à base communautaire. ✓ Suivi du fonctionnement des CEC ; ✓ Appui à l'identification et l'inscription des enfants en âge scolaire dans la zone du projet ; 	<ul style="list-style-type: none"> • 584/612 (95,42%) APEAE et 594/612 (97,07%) AMEF sont installées, opérationnelles et disposent de PAO dans 22 DSEE cible du projet; • 427/594 AMEF sont dotées de SRI(71,88) et 105 ont adressé leurs demandes d'obtention d'agrément aux autorités préfectorales; • 40/47 CEC fonctionnent (85,10%): (11/12 à Dinguiraye, 10/13 à Siguiri, 8/10 à Mandiana et 11/14 à Kérouané). Effectif total des auditeurs • 2.949auditeurs dont 1.482 filles (50,25%); • 26.578 inscrits dont 12.601 filles dans 457 écoles abritant CP1 avec 47 des filles, soit 2 points de progression par rapport à 2015(45%).

RESULTAT ATTENDU 2 : D'ici le 30 Novembre 2015, toutes les écoles construites par le programme depuis 2007 sont effectivement utilisées avec parité filles et garçon au niveau de l'inscription à l'école

Activités Réalisées	Résultats atteints /Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sensibiliser les communautés pour l'utilisation et l'entretien des écoles construites par les partenaires techniques et financiers; ✓ Sensibiliser les communautés pour le recrutement et la prise en charge des enseignants communautaires; 	<ul style="list-style-type: none"> • 623/833 salles de classes de 402 écoles construites par les PTF sont opérationnelles (74,78%) ; • 556enseignants communautaires sont recrutés et pris en charges par les communautés (100%). • 1.618 séances de causeries éducatives sur l'accès et le maintien des enfants à l'école sont réalisées par les ADC touchant au total 45.113 personnes dont 23.003 femmes ;

Ecole hangar de Boumeko



Entretien de la mission conjointe UNICEF/ENFANCE DU GLOBE avec la Communauté de Boumeko (Dinguiraye)



RESULTAT ATTENDU 3 : D'ici le 30 Juin 2016, dans toutes les écoles et CEC les innovations à base communautaires et pédagogiques promues par le programme sont fonctionnelles

Activités Réalisées	Résultats atteints / Commentaires
<ul style="list-style-type: none">✓ Appui à la mise en place et à l'opérationnalisation des innovations à base communautaires et pédagogiques (APEAE, AMEF/GF, GDE, SFF, REE et FSS);✓ Réalisation de causeries éducatives sur l'inscription, le maintien et la réussite scolaire des enfants dont les jeunes filles en particulier;	<ul style="list-style-type: none">• 40/47 CEC fonctionnent (11/12 à Dinguiraye, 10/13 à Siguiri, 8/10 à Mandiana et 11/14 à Kérouané). Effectif total de 2.949 auditeurs dont 1.482 filles ;• 26.578 inscrits dont 12.601 filles dans 457 écoles abritant CP1 avec 47 % De filles ;• 496 GDE sont fonctionnels sur un total de 584 écoles, les 88 ne disposent pas le niveau requis du guide GDE;• 335/584(57,36%) écoles pratiquent le Système Fille pour Fille ;• 170/256(66,40% enfants à risque d'abandon sont ramenés à l'école;• 556 enseignants communautaires sont recruté et motivés par les communautés;

RESULTAT ATTENDU 4 : Tous les établissements scolaires (écoles maternelles, y compris les CEC, écoles primaires et secondaires de 6 préfectures appuyées dans la zone Est pour la lutte contre Ebola en milieu scolaire appliquent les protocoles de prévention et protection contre la MVE.

Activités Réalisées	Résultats atteints / Commentaires
<ul style="list-style-type: none">✓ Monitoring indépendant des dispositifs de prévention des enfants contre la MVE dans les écoles;✓	<ul style="list-style-type: none">✓ 654 écoles des préfectures de Kankan, Siguiri, Kouroussa, Kérouané, Mandiana/Kankan et Dinguiraye/Faranah sont dotées en kits hygiéniques;✓ 960 visites de contrôle du dispositif de prévention des enfants contre la MVE sont réalisées par les ADC dans les 6 préfectures cibles;✓ 1.958 séances de causeries sont réalisées sur la MVE dans 654 écoles touchant 37.364 personnes dont 19.919 femmes.✓ 496 GdE veillent au respect des directives de prévention des enfants contre la MVE et autres épidémies similaires dans les 496 écoles cibles;



Les élèves se lavent les mains avant d'accéder aux salles de classes – Kignebakoura, Siguiri



RESULTAT ATTENDU 5 : D'ici le 31 juillet 2016 au total 10115 membres des bureaux APEAE et 3635 membres des bureaux d'AMEF issus de 2 023 écoles des préfectures de Dinguiraye, Kérouané, Mandiana, Siguiri, Faranah, Kissidougou, Kankan et Kouroussa sont formés et mènent des activités de sensibilisation des enfants et la contribution pour promouvoir la scolarisation des enfants et la cohabitation pacifique entre les communautés

Activités Réalisées	Résultats atteints /Commentaires
✓ Formation des APEAE et Administration scolaire.	<ul style="list-style-type: none">• 38 formateurs régionaux sont formés;• 341 formateurs préfectoraux sont formés;• 10 486 membres d'APEAE/DE sont formés;• Soit un total de 10 865 membres issus de 1602 bureaux d'APEAE de base.



Formation des formateurs niveau Régional Kankan



Restitution niveau Sous-préfectoral/communal (CU 2- Dinguiraye)

Les principales difficultés dans la mise en œuvre des activités pour cette année sont essentiellement.

- ✓ Le manque et/ou insuffisance d'enseignants dont le besoins dans l'ensemble se situe à 556 enseignants recruter et à déployer dans les écoles au risque de démotiver encore une fois les parents qui ont accepté de scolariser leurs enfants ;
- ✓ Faible niveau académique de certains enseignants/communautaires et éducateurs/trices
- ✓ Manque d'accompagnement des PAO des structures d'élèves(GDE) et organisation communautaires (GF, APEAE, AMEF...);
- ✓ Le manque de cadre de concertation entre les structures d'une part et entre les structures et administration scolaire d'autre part;
- ✓ L'intensité des travaux champêtres qui absorbent la quasi-totalité du temps des membres des communautés bénéficiaires et qui rendent difficiles les activités de mobilisation sociale sur la question de scolarisation des enfants et des filles en particulier ;
- ✓ Insuffisance de kits et abandon par une large majorité des communautés, services publique et privés du lavage des mains;
- ✓ Mise à disposition tardive des ressources pour l'accompagnement des activités de terrain.
- ✓ Les tracasseries administratives pour l'obtention des Agréments pour les AMEF ayant exprimé la demande.
- ✓ Insuffisance des frais de fonctionnement/carburant pour le suivi des activités de terrain (voir fiche de bord)
- ✓ Charge élevée des communautés dans la prise en charge des communautaires;
- ✓ Le manque de points d'eau et de latrines dans les écoles de certaines communautés ;
- ✓ Retard dans l'approvisionnement des écoles en savon et fournitures;
- ✓ le non-respect du volume horaire à cause du déficit d'enseignants ;
- ✓ La conjoncture économique marquée par le faible pouvoir d'achat des parents d'élèves dont beaucoup se soucient des charges relatives à la scolarisation (fournitures, tenues, chaussures, etc.) et au maintien de leurs enfants à l'école ;



RECOMMANDATIONS

- ✓ Recruter, former et déployer équitablement les enseignants/communautaires/éducateurs dans les écoles/communautés en besoin ;
- ✓ Assurer l'appui/accompagnement des plans d'action des structures APEAE, AMEF, GdE et GF ;
- ✓ Remplacer les kits défectueux et approvisionner en savon les écoles ;
- ✓ Mettre des ressources planifiées à temps à la disposition du partenaire ;
- ✓ Organiser des fora communautaires sur l'appui à l'éducation des enfants notamment les filles ;
- ✓ Revoir à la hausse les frais de fonctionnement pour le suivi et la mise en œuvres des pour les prochaines activités ;
- ✓ Prévoir les points d'eaux pour les écoles en besoin ;
- ✓ Activation et implication de tous les acteurs concernés dans le processus d'approvisionnement des écoles en savon et fournitures ;
- ✓ Formation des enseignants sur la gestion des classes multigrade et l'utilisation des FSS ;
- ✓ Formation et redynamisation des structures communautaires de base ;
- ✓ En courage le processus de latinisation amorcé par les communautés à travers les ADC ;
- ✓ Pérenniser le processus de lavage des mains avec le savon dans les concessions scolaires ;
- ✓ Elargir les cantines scolaires dans les écoles en besoin.

Suivi de la distribution des fournitures par le Superviseur à Siguiri



Distribution des sacs aux filles des CM1 / CM2 de Soumbalakoba -Siguiri



Une ADC en visite dans le champ de manioc d'une AMEF à Sibiribaro





PROGRAMME SANTE : volet appui à la nutrition et à la sécurité alimentaire des enfants et des ménages à vulnérabilité accrue.

Editorial : Améliorer les conditions de vie nutritionnelles des enfants malnutris, orphelins et guéris d’Ebola

Par Aissatou DIALLO, Superviseur de projets d’assistance Alimentaire et nutritionnels



Chers partenaires,

Avant tout permettez-moi de vous adresser mes meilleurs vœux pour l’année 2017.

Que cette année 2017 soit une année de santé, de longévité, de prospérité, de succès et de courage pour tous.

Comme le dit une citation « il ya plus de courage que de talent dans la plupart des grandes réussites ».

Que les relations de confiance et de respect mutuel qui ont caractérisé notre collaboration tout au long de l’année 2016 deviennent de plus en plus solides en 2017.

Suite à la déclaration de la fin de la phase de contamination interhumaine au virus Ebola en Guinée, en décembre 2015, le Programme Alimentaire Mondiale, fidèle à son mandat, s’est inscrit dans la poursuite de son assistance alimentaire aux personnes vulnérables dont les enfants rendus orphelins par cette maladie et ceux souffrant de malnutrition.

Pour le deuxième groupe d’enfants, l’intervention du PAM s’est justifiée par le fait qu’en Guinée, comparée à l’année 2012, la situation nutritionnelle de 2015 était meilleure.

En effet, la malnutrition aigüe globale au niveau national est passée de 9% à 8%. De même pour la région de Kankan, cette malnutrition aigüe a baissé d’environ 50% (17,8% à 9,3%).

Toutefois, dans la Région de Kankan et plus précisément dans la préfecture de Siguiri, le taux de malnutrition aigüe est resté à 14.5%, avoisinant ainsi le seuil d’urgence qui est de 15%.

C’est dans ce contexte que le Programme Alimentaire Mondial et l’ONG ENFANCE DU GLOBE ont signé des accords de partenariat pour la mise en œuvre de deux projets d’envergure. Le premier « Assistance alimentaire à cinq mille six cent quarante (5 640) enfants orphelins d’Ebola et à cinq cent soixante-onze (571) personnes guéries d’Ebola » qui a couvert quatorze (14) préfectures et la « prévention de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59 mois dans la préfecture de Siguiri », notamment dans les localités de Kintinian, Doko et la commune urbaine de Siguiri pour un total de 9 381 enfants.



Rappel du contexte

Selon le résumé du rapport de l'UNICEF sur la situation des enfants dans le monde publiée en 1998, sur près de 12 millions de décès parmi les enfants de moins de cinq ans qui surviennent chaque année dans les pays en développement, **55%** peuvent être attribués directement ou indirectement à la malnutrition

Le même rapport indique que l'anémie intervient dans 20 à 23% de tous les décès post-partum en Afrique et en Asie. Chez le nourrisson et le jeune enfant, l'anémie peut entraver le développement psychomoteur et cognitif, abaissant le quotient intellectuel de neuf points.

Les enfants de poids insuffisant à la naissance ont des quotients intellectuels inférieurs de cinq points en moyenne à ceux des enfants de poids normal. Une carence en iode in utero peut, si elle est importante, causer cette arriération mentale profonde qu'est le crétinisme; même à des degrés plus légers, elle est à l'origine de déficits intellectuels. On sait aussi que depuis longtemps, la carence en vitamine A, qui touche quelque 100 millions d'enfants dans le monde, est une cause de cécité.

Mais on s'aperçoit de plus en plus aussi que, même modérée, cette carence agit sur le système immunitaire, diminuant la résistance à la diarrhée, qui emporte 2,2 millions d'enfants chaque année, et à la rougeole, qui en tue près d'un million par an.

On pense que les carences en minéraux et vitamines coûtent à certains pays plus de 5% de leur produit national brut du fait des pertes de productivité, mais aussi de capacités et de vies. De nombreux enfants souffrant de plusieurs types de malnutrition à la fois, les chiffres ont tendance à se chevaucher.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estime que dans les pays en développement, 51% des enfants de moins de quatre ans sont anémiques. Les femmes malnutries, de poids insuffisant, risquent fort d'avoir des bébés trop petits (Rapport de l'UNICEF sur la situation des enfants dans le monde publié en 1998).

En Guinée, globalement comparée à l'année 2012, la situation nutritionnelle de 2015 est meilleure. La malnutrition aigüe globale au niveau national est passée de 9% à 8% de même pour la région de Kankan la malnutrition aigüe a baissé d'environ 50% (17,8% à 9,3%). Toutefois la région de Kankan présente une fois de plus la prévalence la plus élevée de MAG parmi toutes les régions. L'analyse approfondie sur la région de Kankan a permis de déceler la préfecture où le fardeau de la malnutrition est plus probant.

Il s'agit de la préfecture de Siguiri qui a un taux de MAG de 14.5%,(11,8-17,7 CI 95%) avoisinant ainsi le seuil d'urgence qui est de 15%.

Cette situation s'explique par le fait que les populations de la préfecture de Siguiri vivent en majorité de revenus dérivés de l'exploitation manuelle de l'or dans les mines. Ainsi, plusieurs mères s'y rendent quotidiennement, et la prise en charge des enfants s'en trouve profondément dégradée. Se référant au tableau ci-dessous cette situation engendrant une forte prévalence des maladies infectieuses (Rapport de la direction régionale de la sante de Kankan).



Prefecture	Maladies	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout
Siguiri	Diarhee	541	300	585	1452	819	701
	Paludime	2450	3218	2774	10375	8817	8515
	Rougeole	15	11	14	2	0	1
	Parasitoses intestinales	439	580	600	1558	11057	10011
	IRA	1093	1525	1038	4272	3175	4017

La prévalence de l'insécurité alimentaire est de 10.92 % (EFSA 2015).

Pourtant la **Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant ratifiée par la Guinée le 27 Mai 1999 en ces articles 14 et 20** stipule que : Les Etats s'engagent, en reconnaissant le droit à la santé des enfants, à leur « assurer la fourniture d'une alimentation adéquate et d'eau potable. Selon leurs moyens, les Etats se sont engagés à prendre, toutes les mesures appropriées pour assister les parents ou les autres personnes responsables d'enfants et à prévoir, en cas de besoin, des programmes d'assistance matérielle et de soutien, notamment en ce qui concerne la nutrition.

Quant à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, elle énonce en son article 25 que « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. »

Au regard de ce qui précède, la situation que vit les enfants de Siguiri décrite ci-dessus constitue une violation de leurs droits. D'où la formulation de ce projet d'« Assistance en suppléments nutritionnels à 9 381 enfants de la préfecture de Siguiri » qui est une recommandation formulée par le cluster nutrition national après l'enquête SMART 2015.

Objectif global: Contribuer à l'amélioration des conditions nutritionnelles des enfants malnutris de la préfecture de Siguiri.

Objectifs spécifiques :

- Fournir une large information à 9 autorités préfectorales (3 autorités administratives, 3 élus locaux et 3 responsables de structures sanitaires) des zones ciblées par le projet dans la préfecture de Siguiri
- Prévenir la malnutrition chez les 9381 enfants de 6 à 59 mois dans 3 localités dans la préfecture de Siguiri
- Promouvoir la connaissance chez les mamans des 9381 enfants sur le mode d'utilisation du PlumpyDoz et pratiques d'hygiène.
- Renforcer la mobilisation précoce des cas de Malnutrition de la communauté vers les centres de traitement de la malnutrition à travers le dépistage actif de 9381

Activités principales menées :

OS1 : Fournir une large information à 9 autorités préfectorales (3 autorités administratives, 3 élus locaux et 3 responsables de structures sanitaires) des zones ciblées par le projet dans la préfecture de Siguiri ;



Activités:

1. Elaborer une note synthèse du projet et l'adresser aux autorités préfectorales, communales, sanitaires et aux élus locaux de 3 zones couvertes par le projet dans la préfecture de Siguiri ;
 2. Organiser des réunions de prise de contact avec les autorités des communes rurales couvertes par le projet ;
- OS2** : Prévenir la malnutrition chez les 9381 enfants de 6 à 59 mois dans 3 localités dans la préfecture de Siguiri

1. Assister 9 381 enfants bénéficiaires en supplément nutritionnelle pour une ration totale de 4230g plumpy'doz pendant 90 jours.
2. Renseigner de façon journalière les outils de ravitaillement des bénéficiaires.
3. Produire des rapports mensuels par zones et pour la préfecture.

OS3 : Promouvoir la connaissance chez les mamans des 9381 enfants sur le mode d'utilisation du PlumpyDoz et pratiques d'hygiène.

1. Information et Sensibilisation des familles abritant les enfants bénéficiaires sur le mode de préparation du plumpydoz ;

OS4 : Renforcer la mobilisation précoce des cas de Malnutrition de la communauté vers les centres de traitement de la malnutrition à travers le dépistage actif de 9381

1. Renforcer les capacités des agents de terrain en charge de l'identification des bénéficiaires ;
2. Elaborer des fiches de recensement des enfants bénéficiaires en fonction du nombre d'enfants prévus par commune ;
3. Identifier 9 381 enfants de 6 à 59 mois bénéficiaires dans les 3 communes rurales de la préfecture de Siguiri ;
4. Prendre les paramètres anthropométriques des enfants de tous les enfants de 6 à 59mois identifiés ;
5. Référer les enfants dépistés malnutris vers les structures de prise en charge (CRENAS/CRENAM).

Stratégies de mise en œuvre

Pour la mise en œuvre de ce projet, une note synthèse indiquant ses objectifs, les causes et les conséquences de la malnutrition a été élaborée et transmise aux autorités préfectorales et communales de la zone du projet. A travers cette note synthèse, les autorités desdites zones ont été informées des activités à réaliser.

Le déploiement des agents sur le terrain a été précédé de leur orientation sur les activités à mener et le type de communication à entretenir avec les autorités et les bénéficiaires. Cette orientation a été axée sur les techniques de prise de paramètre anthropométriques, les types de malnutrition, la collecte et la remontée des données du projet.

Des fiches d'identification élaborées par le PAM ont été remises aux différents agents communautaires(AC) qui avaient pour charge de procéder à l'identification des enfants de 6 à 59 mois.

Une fois sur le terrain, les agents ont largement informé et sensibilisé les mères d'enfants bénéficiaires dans la zone du projet sur l'utilisation du plumpydoz. A l'issus de cette étape, les agents ont procédé à l'identification et à la prise des périmètres brachial des 9 381 enfants, suivi de la remise des coupons de distribution.

La distribution a été faite en deux phases dont l'une cumulée (rations de deux mois à la fois) et une ration d'un mois. Soit un total de 3 rations distribuées à raison de 47 g par jour et par enfant x 30 jours x 3.



Pendant les 3 mois couverts par le projet, chaque enfant a bénéficié d'une ration totale de 4230 g de plumpydoz soit 1410g par mois. Le suivi de cette activité a été assuré par 5 superviseurs de l'ONG avec l'appui de la direction.

Afin de s'assurer de la bonne utilisation des rations reçues, un suivi quotidien des bénéficiaires a été fait par les agents de terrain. Les activités réalisées pour chaque mois ont fait l'objet de rapports par zone et pour la préfecture.

Photo : spécimen de carte de bénéficiaire



L'identification des bénéficiaires du blanket supplementary feeding réalisé par EDG du 26 au 29 Octobre 2016 révèle ce qui suit :

- **Malnutri sévère** : CU 90 dont 51 filles, Doko 20 dont 9 filles et Kintinian 127 dont 68 filles soit un total de 237 dont 128 filles ;
 - **Malnutri modéré** : CU 583 dont 325 filles, Doko 246 dont 114 filles et Kintinian 599 dont 312 filles soit un total de 1428 dont 751 filles ;
 - **Normal** : CU 4018 dont 2153 filles, Doko 1610 dont 658 filles et Kintinian 2088 dont 1272 filles soit un total de 7716 dont 4083 filles ;
- Soit un total général de 9381 dont 4962 filles bénéficiaires à assisté.**

Produit et ration distribué :

Produit	Zone	Nombre de colis	Quantité en tonne
Plumpy 'doz	Commune urbaine	1695	19,832
	Kintinian	1016	11,887
	Doko	679	7,944
	Total	3390	39,663

Chaque enfant bénéficiaire a reçu une ration de 4,228 kg qui correspond a 13 boîtes de plumpy 'doz pour une dotation de trois mois

Effet du projet :

Effet directe

Pour mesurer l'effet du projet sur les enfants bénéficiaires, il était question de reprendre le périmètre brachial pendant la dernière distribution au cour de la quelle

Il a été remarqué que certains enfants malnutris dont le périmètre brachial variait entre **10 ; 10,25 ; 10,50 ; 10,75 ; 11,12 ; 12,50** cm ont fait une augmentation en poids après la consommation de la première dotation de plumpy 'doz



Pendant l'identification PB : 10cm (avant la réception du plumpy 'doz



L'enfant dont le PB était à 10cm est venu à 12,50 cm après avoir reçu la première dotation en plumpy 'doz du 1^{er} mois



Situation après consommation de la première dotation du plumpy doz

Localités	Situation. Modéré		Situation Normal		Total Général	
	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles
CU	90	51	4601	2478	4691	2529
Doko	20	9	1856	772	1876	781
Kintinian	127	68	2687	1584	2814	1652
Totaux	237	128	9144	4834	9381	4962

Difficultés :

- La réticence de certaine famille pendant l'identification ;
- Perte de tickets par certains bénéficiaires ;

Recommandations :

Pour une mise en œuvre efficace d'un éventuel type de projet, il serait important de :

- Tenir compte de la densité de la population pendant la répartition des bénéficiaires ;
- Etablir un chronogramme qui tienne compte des spécificités du terrain
- Responsabiliser entièrement le partenaire dans la mise en œuvre des activités sur le terrain
- Systématiser les activités de prévention de la malnutrition des enfants dans les zones minières de Siguiri ;

Conclusion

Malgré les difficultés citées ci-dessus, la mise en œuvre de ce projet a contribué à l'identification de :

- 237 enfants malnutris sévères et 1 279 enfants malnutris modérés ont été assistés et référés dans les structures de prise en charge adéquates
- 7 865 enfants non malnutris ont été assistés.

Soit un total de 9 381 enfants prévenus contre les effets de la malnutrition.



Projet d'assistance alimentaire et nutritionnelle aux ménages ayant des enfants orphelins et sorties guéries d'Ebla dans quatorze (14) préfectures.

Rappel du contexte:

Depuis la mi-février 2014, la République de Guinée fait face à une épidémie mortelle de Fièvre Hémorragique à Virus Ebola (FHVE). Les premiers cas ont été enregistrés à Guéckédou (ville située au Sud, à la frontière avec la République de Sierra Léone) pour s'étendre, peu de temps après, à Macenta, Kissidougou, Téliémélé, Boffa, Dabola, Kouroussa, Dubreka, Kérouané, Siguiri, Yomou, Nzérékoré, Beyla, Lola, Conakry etc.

Face à cette situation, le Ministère de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Famille, avec l'appui de l'UNICEF et de l'expertise technique conjointe de deux ONGs guinéennes, a réalisé un mapping des besoins psychosociaux des enfants. Selon les résultats de ce mapping, réalisé du 16 au 24 août 2014 et dont les résultats ont été projetés le 31 août 2014, un effectif estimé d'au moins 5 000 enfants y compris plus de 1 400 orphelins, auraient directement été affectés et plus de 140 000 enfants indirectement affectés, car vivant dans des communautés touchées par le virus.

Les résultats du mapping ont aussi révélé que ces enfants en particulier, seraient exposés ou touchés par des situations de traumatisme psychosocial, de séparation familiale, de stigmatisation et de rejet, de travail de l'enfant, de négligence, de famine, de déscolarisation et de pauvreté exacerbée.

C'est dans ce contexte que l'ONG ENFANCE DU GLOBE a signé le 18 avril 2015, un premier accord bilatéral (-FLA N°024/2015) de Coopération avec PAM en vue d'apporter une «ASSISTANCE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AUX MENAGES ET COMMUNAUTES AFFECTES PAR LA FIEVRE HEMORRAGIQUE EBOLA ET VULNERABLES A L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN GUINEE» pour une période de six (6) mois.

Vu le besoin croissant des ménages abritant les enfants orphelins, un avenant à l'accord de base fut signé le 10 octobre 2015 pour trois (3) mois. Le 15 Février 2016, le projet a connu une extension aux personnes sorties guéries d'Ebola dans les Centres de Traitement d'Ebola, d'où la signature d'un nouveau accord de partenariat le 15 Février 2016 entre ENFANCE DU GLOBE et le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Le présent Rapport décrit les activités réalisées pendant cette période.

Objectif global du projet: Améliorer les conditions alimentaires des ménages directement et indirectement affectés par la FHVE dans les préfectures de Kankan, Kérouané, Kouroussa, Siguiri N'Zérékoré, Lola, Beyla, Macenta, Yomou, Kissidougou, Faranah, Dabola et Dinguiraye.

Objectifs spécifiques :

Apporter une assistance alimentaire à 5 640 enfants orphelins d'Ebola dans les préfectures de Kankan, Kérouané, Kouroussa, Siguiri, N'Zérékoré, Lola, Beyla, Macenta, Yomou, Kissidougou, Faranah, Dabola et Dinguiraye.

Apporter une assistance alimentaire à 571 personnes guéries d'Ebola dans les préfectures de kankan, Kerouané, kouroussa, Siguiri, faranah, Dabola, Dinguiraye, Gueckédou, Kissidougou, Macenta, Nzérékoré, Lola, Yomou et Beyla.

Activités principales menées :

a. Description des activités : Distribution des vivres aux ménages abritant les enfants orphelins d'Ebola et les sorties guéries des centres de traitement d'Ebola.

b. Critères de sélection des bénéficiaires:

Pour l'identifier ces enfants orphelins, ENFANCE DU GLOBE s'est servi de la liste des enfants qui bénéficiaient déjà du paquet de services fournis par l'UNICEF et le Programme Alimentaire Mondial en 2015.

Avec les sous bureaux du PAM de Kankan, Gueckédou et N'Zérékoré, ces listes ont tout d'abord été actualisées avant le début de l'assistance alimentaire.



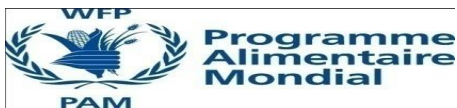
Pour les sorties guérie d'Ebola, les listes de départ étaient composées des personnes guéries d'Ebola qui bénéficiaient du cash transfert du PAM. Cette liste a été actualisée au mois d'avril 2016 par les Directions Préfectorales de la Santé (DPS) des préfectures couvertes par le projet.

c. Suivi : Pour assurer une bonne offre de services aux bénéficiaires sur le terrain, un système de suivi mixte composé des superviseurs de l'ONG et d'un moniteur du Programme Alimentaire Mondial a été mis en place pour chaque distribution.

Des coupons de réception des vivres par les chefs des ménages abritant les enfants orphelins et par les sortis guéris d'Ebola ont été confectionnés par ENFANCE et partagé avec le PAM afin de faciliter la vérification des services offerts. A chaque distribution une liste des bénéficiaires par site de distribution était dressée à travers laquelle les superviseurs de l'ONG ENFANCE DU GLOBE procédaient à l'appel.

Sous l'œil clairvoyant des membres des comités de gestion mis en place à cet effet ainsi que les moniteurs du PAM, les autres bénéficiaires ont été approvisionnés sur la base d'une ration par mois pour les ménages abritant les enfants orphelins d'Ebola et d'une ration pour chaque deux (2) mois pour les sortis guéris d'Ebola. Suivant le mois de l'offre de service, les équipes de l'ONG ENFANCE DU GLOBE et du PAM veillaient à ce que chaque bénéficiaire émarge sur la liste générale ainsi que sur son coupon de réception des vivres.

Spécimen du coupon



Préfecture : N'Zérékoré

S/Préfecture : CU

Village/rtier :

Ménage N° : 014

Aboubacar Boua Kourouma

Tel : 628 12 24 73

Distribution des vivres aux enfants orphelins d'Ebola

Mois	Février 2016	Mars 2016	Avril 2016	Mai 2016	Juin 2016	Juillet 2016
Emargement						

Résultats atteints :

❖ **Tableau récapitulatif des bénéficiaires par catégories et tranches d'âge:**

Après la mise à jour des listes et leur validation par le PAM, le nombre d'enfants orphelins et de sortis guéris d'Ebola bénéficiaires planifiés et assistés par le projet est de 4 240 dont 2 984 homes et 2 256 femmes. Cette situation des bénéficiaires par tranche d'âge (0 à 5 ans, 5 à 18 ans et supérieur à 18 ans) et par sexe se présente ainsi que suit :



Tableau

Tranches d'âges	Planifier			Réaliser			% Actual v Planned		
	Homme	Femmes	Total	Homme	Femmes	Total	Homme	Femmes	Total
Volet assistance alimentaire aux orphelins de la maladie à virus EBOLA									
Enfants de moins de 5 ans	547	546	1 093	547	546	1 093	100,00	100,00	100,00
Enfants entre 5 et 18 ans	1 628	1 629	3 257	1 628	1 629	3 257	100,00	100,00	100,00
Adultes (Personnes de plus de 18 ans)	560	797	1 357	560	797	1 357	100,00	100,00	100,00
Nombre total de bénéficiaires	2 735	2 972	5 707	2 735	2 972	5 707	100,00	100,00	100,00
Bénéficiaires par catégorie d'activités									
Nombre d'orphelins dans les ménages	2 018	2 255	4 273	2 018	2 255	4 273	100,00	100,00	100,00
Nombre de personnes dans les ménages (B)	974	1 263	2 237	974	1 263	2 237	100,00	100,00	100,00
Total du nombre de bénéficiaires (A+B)	2 992	3 518	6 510	2 992	3 518	6 510	100,00	100,00	100,00
Volet assistance alimentaire aux survivants de la maladie à virus EBOLA									
Enfants de moins de 5 ans	262	345	607	262	345	607	100,00	100,00	100,00
Enfants entre 5 et 18 ans	625	976	1 601	625	976	1 601	100,00	100,00	100,00
Adultes (Personnes de plus de 18 ans)	479	647	1 126	479	646	1 125	100,00	99,85	99,91
Nombre total de bénéficiaires	1 366	1 968	3 334	1 366	1 967	3 333	100,00	99,95	99,97
Bénéficiaires par catégorie d'activités									
Nombre de survivants dans les ménages (A)	1 168	1 101	2 269	1 168	1 101	2 269	100,00	100,00	100,00
Nombre de personnes dans les ménages (B)	1 381	1 899	3 280	1 381	1 899	3 280	100,00	100,00	100,00
Total du nombre de bénéficiaires (A+B)	2 549	3 000	5 549	2 549	3 000	5 549	100,00	100,00	100,00



Ratios mensuels conventionnels par commodités communiqués par le PAM

L'ensemble des ménages assistés par le projet ont reçus des rations alimentaires suivantes en fonction des commodités.

✧ Enfants orphelins d'Ebola

Vivres	Nouvelle ration mensuel/ménage
Riz	72 kg
Petit pois	10,8 kg
Huile	4,50 kg
Super céréale	10.8 kg
Sel	0,9 kg
TOTAL	99,00 kg

✧ Sorties guéries d'Ebola

Vivres	Nouvelle ration mensuel/ménage
Riz	36 kg
Petit pois	5.4 kg
Huile	1,8 kg
Super céréale	5.4 kg
Sel	0,5 kg
TOTAL	49.1 kg

1. Pour enfant orphelin

Type de vivres	Quantité reçue	Quantité distribuée	Perte	Raison de la perte	Retourné
Riz	402,132	402,020	0,062	Mauvaise manipulation	0,050
Haricot	48,471	48,456	0,015	Mauvaise manipulation	0,000
Huile	25,119	24,619	0,500	Mauvaise manipulation	
CSB ++	60,022	60,022	0,000		
Sel	5,057	5,002	0,055	Mauvaise manipulation	
TOTAL	540,801	540,119	0,632		0,050



2. Pour sorties guéries

Type de vivres	Quantité reçue	Quantité distribuée	Perte	Raison de la perte	Retourné
Riz	119,534	119,473	0,054	Mauvaise manipulation	0,007
Haricot	11,683	11,629	0,040	Mauvaise manipulation	0,014
Huile	6,232	6,232	0,000		0,000
CSB ++	31,901	31,901	0,000		0,000
Sel	1,423	1,374	0,049	Mauvaise manipulation	0,000
TOTAL	170,773	170,609	0,143		0,021

3. Récapitulatif global des vivres reçus et distribués dans les trois sous bureaux pour les deux catégories de bénéficiaires pendant les six (6) mois

Catégorie de bénéficiaires	Quantité reçue	Quantité distribuée	Perte	Raison de la perte	Retourné
Orphelins	540,801	540,119	0,632	Mauvaise manipulation	0,050
Sorties guéries	170,773	170,609	0,143	Mauvaise manipulation	0,021
TOTAL GENERAL	711,574	710,728	0,775		0,071

NB. 0,071 TM a été retournée au sous bureau PAM Kissidougou

- ❖ **Comités de gestion de l'assistance** : les membres des comités de gestion ou de distribution des vivres étaient composés essentiellement des bénéficiaires au nombre de trois (3) par site de distribution dont deux (2) femmes et un (1) homme. C'est-à-dire que chaque mois ce comité était renouvelé par trois nouvelles personnes choisies parmi les bénéficiaires.
- ❖ **Genre** : Comme indiqué ci-haut, les comités de distribution étaient composés de 66% des femmes, ce qui démontre une représentation majoritaire des femmes dans l'organe de gestion des vivres.
- ❖ **Information des bénéficiaires** : Au début du projet les bénéficiaires ont été informés des objectifs du projet, de la durée de l'assistance, de la taille standard d'un ménage ainsi que de la ration journalière et mensuelle du ménage. A chaque distribution ces informations étaient renouvelées.
- ❖ **Mécanisme de feedback** : pour permettre aux bénéficiaires de remonter à temps toute incohérence dans la distribution ou de la ration reçue, le numéro du chargé de suivi évaluation de l'ONG leur a été communiqué. Aussi, les missions de suivi des équipes du PAM ont été des occasions pour les bénéficiaires d'échanger sur la qualité des services offerts par l'ONG. Des réunions périodiques étaient organisées entre l'ONG et les sous bureaux PAM à travers lesquelles les informations collectées étaient partagées. Il revenait ainsi à l'ONG de prendre des mesures idoines pour afin de corriger l'imperfection décelée.

**Difficultés rencontrées**

Non communication de la vraie liste des bénéficiaires du projet à Guéckédou, Faranah et Kissidougou à l'ONG par l'ancien exécutant du projet dans ces zones ;

- Le changement intempestif par le PAM, des chronogrammes de distribution établis par l'ONG ;
- La non-dotation des enfants orphelins de Faranah et de Siguiri en vivres au compte du mois d'avril, à cause de l'entrée en vigueur d'un nouvel logiciel de gestion au PAM ;
- Changement perpétuel de la liste des sorties guéries ;
- Mauvais état de certains sacs de riz qui a occasionné des pertes de vivres signalées dans ce rapport;
- Difficultés de joindre certains bénéficiaires qui n'ont pas de contact téléphonique,
- Déplacements fréquent des sorties guéries

Leçons apprises (Bonnes pratiques)

L'implication et la bonne communication avec les bienfaitaires de ce projet ont été des facteurs majeurs qui ont permis à l'ONG d'offrir des services de qualité aux enfants orphelins d'Ebola et aux ménages. Aussi, la mise en place d'un système de dénonciation des mauvaises pratiques des Agents de l'ONG sur le terrain a contribué au renforcement de la confiance avec les bénéficiaires.

L'entretien et la bonne communication entretenue avec les partenaires de terrain (DPS, Action Sociale et l'Association des sorties guéries) à contribuer à extirper les non bénéficiaires parmi les bénéficiaires réels du projet.

Recommandations : au regard du degré de vulnérabilité des enfants et de l'exposition de leurs ménages à l'insécurité alimentaire, il serait souhaitable de poursuivre cette assistance. La vie de certains enfants dans les ménages est en grande partie soutenue par cette assistance alimentaire. Comme l'a signalé un jeune enfant à Samoe lors de la mission d'une équipe d'évaluation du projet venu de Dakar : « si

je vis toujours dans cette famille, c'est par ce qu'elle sait qu'à travers moi, tous les membres du ménage bénéficient d'une ration alimentaire chaque moi. A défaut, je serais déjà rejeté.

Conclusions :

Malgré les difficultés citées ci-dessus, 710,728 TM de vivres ont été distribués à 6 510 bénéficiaires dont :

- 4 350 enfants orphelins d'Ebola et
- 571 sorties guéries d'Ebola
- 1 589 bénéficiaires indirectes (des personnes vivant dans les mêmes ménages avec les enfants orphelins et sorties guéries).



NOS PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ANNEE PAR PROGRAMME

PROTECTION :

Projet « Réponse psychosociale et protection de l'enfant contre la fièvre hémorragique Ebola dans les préfectures de Kankan, Kérouané, Siguiiri, Kouroussa, Beyla, Yomou et Lola »

- **239** ménages abritant 908 orphelins d'Ebola dont **430** filles anciennement encadrés ont bénéficié de **2** mois de cash transfert dans les préfectures de Siguiiri, Kouroussa, Kérouané, Lola, Yomou et Beyla pour un montant total de trois cent cinquante un millions huit cent quatre-vingt-treize mille sept cent #351 893 700#GNF.
- **202** nouveaux orphelins dont **89** filles répartis dans **64** ménages ont bénéficié d'une tranche de **4** mois de cash transfert dans les préfectures de Kankan, Lola, Yomou et Beyla.
- Les besoins fondamentaux exprimés par mille cent quinze (**1 115**) enfants orphelins dans les **7** préfectures ont été satisfaits (achat de suppléments nutritifs, achat de jouets, achat de vêtements) ;
- **13 Comités** villageois de protection de l'enfant (CVPE) installés dans les nouvelles zones de Lola et Beyla ont bénéficié d'appuis mensuels et d'un accompagnement pour la mise en œuvre de leurs plans d'action de suivi et de Protection des enfants directement et indirectement affectés par Ebola,
- **318** causeries éducatives touchant **4 240** personnes dont **2 874** femmes ont été organisés par les **13** CVPE sur les thématiques liées aux droits et à la protection de l'enfant dans les préfectures de Lola et Beyla ;
- **281** dialogues communautaires touchant **7 025** personnes dont **3 718** femmes ont été organisés par les **13** CVPE dans les préfectures de Lola et Beyla ;
- **65** membres de bureaux de CVPE et **52** volontaires communautaires recrutés dans les préfectures de Beyla et Lola ont une bonne maîtrise de leur mandat et sont aptes à assurer un suivi de proximité des enfants dans les ménages affectés par Ebola ;
- **65** membres de bureaux de CVPE et **52** Volontaires communautaires sont formés sur la notion de l'enfant, de ses besoins et des différentes étapes de son développement ainsi que de la Protection de l'enfant dans le contexte Ebola, la prise en charge Psychosociale et la gestion de cas ;
- **13** plans d'actions des CVPE ont été élaborés et mis en œuvre ;
- **52** réunions ont été tenues par les **13** bureaux de CVPE appuyés par le projet avec une participation totale de **311** membres dont 87 femmes ;

Projet : «Campagne nationale de sensibilisation et d'information sur les MGF/E et les VBG»

- **32** relais de communication ont été formés sur la pratique des MGF/E et l'approche de l'habilitation communautaire et sectorielle utilisée par la Guinée dans le cadre de la lutte contre cette pratique néfaste à la santé de la femme/fille ;
- **70** causeries éducatives sur les méfaits des MGF/E ont été organisées avec les jeunes, les femmes et les leaders d'opinion ;
- **19** quartiers et 39 secteurs ont été touchés par les activités de sensibilisation dans les préfectures de Kankan et N'Zrékoré;
- **2 100** jeunes et femmes ont participé aux causeries organisées par les **8** relais de communication ;
- Nette amélioration de l'adhésion des leaders d'opinion et des autorités religieuses des deux préfectures à la lutte contre l'abandon des MGF/E;
- L'omerta autour des MGF/E a été brisé dans les quartiers et secteurs couverts par le projet ;
- Une plate-forme d'échange et d'information sur la pratique des MGF/E via internet est créée et opérationnelle entre les **32** relais de communication des **huit(8)** régions administratives du pays.



Projet « Appui à la réinsertion et à l'accompagnement économique et sociale en Guinée forestière (PARECO) ».

- **2090 m3** d'ordures ont été collectées et transportées à la décharge finale de N'Zérékoré;
- **555,60 ml** du lit des rivières ont été curées pour éviter les inondations des bas-fonds ;
- **2 403,31 ml** de caniveaux ont été curés ;
- **Deux (2)** dalots de **2,00 x 2,00 x 8,00 ml** construit à MOHOMOU et GONIA 3 ;
- **Cinq cent cinquante-huit millions sept cent cinquante mille francs guinéens (558 750 000 GNF)** ont été payés à **deux cent (200)** jeunes affectés/ex-volontaires des quartiers de Mohomou et Gonia III comme prime de participation aux travaux en HIMO soit une prime moyenne de **2 793 750 GNF** par jeunes.
- **Quatre-vingt-sept (87)** bénéficiaires dont **vingt-huit (28)** femmes mènent des activités génératrices de revenus (AGR) principalement dans le petit commerce (**78** personnes), Saponification (**2** personnes), porche culture (**3** personnes), menuiserie (**2** personnes), pharmacie (**1** une personne) et mécanique motos (**1** personne).

 **EDUCATION**

Projet « Appui aux communautés et aux écoles pour l'inscription massive, le maintien et la réussite des enfants à l'école dans un contexte de lutte contre l'épidémie de maladie à virus Ebola (MVE) en Guinée »

- **584/612** (95,42%) APEAE et **594/612** (97,07%) AMEF sont installées, opérationnelles et disposent de PAO dans 22 DSEE cible du projet;
- **427/594** AMEF sont dotées de SRI (**71,88**) et 105 ont adressé leurs demandes d'obtention d'agrément aux autorités préfectorales;
- **40/47** CEC fonctionnent (85,10%): (11/12 à Dinguiraye, 10/13 à Siguiri, 8/10 à Mandiana et 11/14 à Kérouané). Effectif total des auditeurs
- **2.949** auditeurs dont **1.482** filles (50,25%);
- **26.578** inscrits dont **12.601** filles dans **457** écoles abritant CP1 avec 47% des filles, soit 2 points de progression par rapport à 2015 (45%).
- **623/833** salles de classes de **402** écoles construites par les PTF sont opérationnelles (74,78%) ;
- **556** enseignants communautaires sont recrutés et pris en charges par les communautés (100%).
- **1.618** séances de causeries éducatives sur l'accès et le maintien des enfants à l'école sont réalisées par les ADC touchant au total **45.113** personnes dont **23.003** femmes ;
- **496** GDE sont fonctionnels sur un total de **584** écoles, les **88** ne disposent pas le niveau requis du guide GDE;
- **335/584** (57,36%) écoles pratiquent le Système Fille pour Fille ;
- **170/256** (66,40%) enfants à risque d'abandon sont ramenés à l'école;

Monitoring

- ✓ **654** écoles des préfectures de Kankan, Siguiri, Kouroussa, Kérouané, Mandiana/Kankan et Dinguiraye/Faranah sont dotées en kits hygiéniques;
- ✓ **960** visites de contrôle du dispositif de prévention des enfants contre la MVE sont réalisées par les ADC dans les **6** préfectures cibles;
- ✓ **1.958** séances de causeries sont réalisées sur la MVE dans **654** écoles touchant **37.364** personnes dont **19.919** femmes.
- ✓ **496** GdE veillent au respect des directives de prévention des enfants contre la MVE et autres épidémies similaires dans les **496** écoles cibles;

Formation des bureaux d'APEAE et administrations scolaire

- ✓ **38** formateurs régionaux sont formés Kankan et Faranah;
 - ✓ **341** formateurs préfectoraux sont formés;
 - ✓ **10 486** membres d'APEAE/DE sont formés;
- Soit un total de **10 865** membres issus de **1602** bureaux d'APEAE.



SANTE/ NUTRITION

Projet : « Prévention de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59mois dans la préfecture Siguiri (Kintinian, Doko et la commune urbaine) »

- ✓ **9 381** enfants de **6 à 59** mois bénéficiaires ont été identifiés dans les **3** communes rurales de la préfecture de Siguiri
- ✓ **237** enfants malnutris sévères ont été assistés et référés dans les structures sanitaires de prise en charge (CRENAS/CRENAM).
- ✓ **1 279** enfants malnutris modérés ont été assistés et référés dans les structures de prise en charge adéquates ;
- ✓ **237** enfants malnutris sévères dont le périmètre brachial variaient de **10 cm à 11cm**, ont fait une amélioration en poids et se sont retrouvés dans la loge du modérés ;
- ✓ **1428** enfants malnutris modérés dont le périmètre étaient compris entre **11,50 et 12,25** cm ont fait une augmentation de poids ;
- ✓ **9 381** mères d'enfants bénéficiaires ont été Informées et Sensibilisées sur le mode de préparation du plumpy'doz;

Projet « Assistance alimentaire et nutritionnelles aux ménages ayant des enfants orphelins et sorties guéries d'Ebola dans quatorze (14) préfectures Kankan, Faranah et N'Zérékoré.

- **5 640** enfants orphelins d'Ebola ont été assistés en vivre dans les préfectures de Kankan, Kérouané, Kouroussa, Siguiri, N'Zérékoré, Lola, Beyla, Macenta, Yomou, Kissidougou, Faranah, Dabola et Dinguiraye;
- **571** personnes guéries d'Ebola dans les préfectures de Kankan, Kérouané, Kouroussa, Siguiri, Faranah; Dabola, Dinguiraye, Guéckédou, Kissidougou, Macenta, Nzérékoré, Lola, Yomou et Beyla ont été assistées en vivre;
- **1 093** enfants orphelins de moins de 5ans ont été assistés;
- **3 257** enfants orphelins situés dans la tranche d'âge de **5 à 18** ans ont été assistés;
- **1 357** autres personnes supérieures à **18ans** ont été assistées;
- **6 211** chefs de ménages/répondants ont été formés et sensibilisés sur le mode de préparation du CSB+;